

A la recherche du nouvel ennemi (I)

Rufin, Mandraud et les polices contre « l'écoterrorisme »

Le 26 juillet 2008, dans *Le Monde*, Isabelle Mandraud, la journaliste en charge des affaires policières, publiait une pleine page sur « *Ces écoterroristes qui inquiètent l'Europe* », en l'espèce, les activistes de la cause animale, saboteurs des laboratoires de vivisection, ou des entreprises vivant de la mort et de la souffrance animale. Surtitre : « *Lundi 28 juillet se tient à Bruxelles une réunion confidentielle au cours de laquelle policiers, laboratoires et industriels vont évoquer le problème posé par les écologistes radicaux.* » Bigre. Etait-ce à ce point qu'il fallait une réunion d'état-major de la haute police européenne ? Et dire que dans les milieux « écologistes radicaux », on n'avait à peu près rien entendu de cet « écoterrorisme » frénétique.

« *Ça prend de l'ampleur, admet Christian Dupouy, chef du bureau de la lutte antiterrorisme à la direction de la gendarmerie nationale. Le pic a été atteint en 2007 avec 53 actions revendiquées, dont 25 « périples » (actions plus ou moins coordonnées mais simultanées). En 2008, un premier bilan arrêté au 31 mars laissait espérer une légère accalmie : 13 actions sur 16 cibles (dont 8 sabotages peu significatifs) lors des trois premiers mois de l'année, contre 18 en 2007 visant 45 cibles. Mais avec l'affaire River, le ministère de l'Intérieur a dû déchanter.* »¹

L'affaire River ? Une entreprise d'élevages d'animaux de laboratoires du Rhône, qui, le 28 juin dernier « *a vu partir en fumée trois véhicules utilitaires et une partie de ses locaux. Au sol, un sigle en guise de signature : ALF, Animal Liberation Front.* »

Mowgli content. Tarzan, Zembla, Akim et toute la jungle aussi.

Les sources d'Isabelle Mandraud ? Outre le responsable de la lutte antiterroriste déjà cité, un porte-parole anonyme de la « Fédération européenne des industriels et associations pharmaceutiques » (Efpia) ; Bruno Verschuere, ancien chercheur chez Sanofi, et représentant du Gircor (Groupe interprofessionnel de réflexion et de communication sur la recherche) ; Tom Clancy... *Tom Clancy* ? Un auteur de polars américains (*A la poursuite d'Octobre rouge*), « *spécialiste du renseignement et de la CIA* » selon Mandraud, et qui a consacré l'un de ses livres, *Rainbow six*, à « l'écoterrorisme ». « *Plus récemment, l'académicien Jean-Christophe Rufin, ambassadeur de France au Sénégal, s'est intéressé, dans un récit très documenté, Le Parfum d'Adam (Flammarion 2007), à l'activisme d'écologistes fanatiques qui tourne au complot. « Le FBI considère l'écologie radicale comme la deuxième menace terroriste la plus importante après le fondamentalisme islamique », expliquait alors l'écrivain.* » Un gendarme, deux praticiens de l'expérimentation animale, deux auteurs de romans de gare : belle enquête, beaux témoins. Les lexicologues noteront que Mandraud parle du « *récit très documenté* » de Rufin, suggérant une enquête journalistique type *Gomorra* de Saviano. Voyons les sources de la source, de ce « *récit très documenté* ». Rufin les livre dans sa postface : des essais d'auteurs anglo-saxons, partisans de la « *deep ecology* », le roman d'Edward Abbey, *Le gang de la clef à molette*, les mémoires des fondateurs de Greenpeace – bref des théories, de la fiction et de l'amalgame. Ainsi Rachel Carson, coupable d'avoir la première alerté des ravages du DDT et des pesticides (*Le printemps silencieux*, 1962), Serge Latouche, économiste de la décroissance, Hans Jonas, l'auteur du « *Principe responsabilité* », James Lovelock, le concepteur de « *l'hypothèse Gaïa* », tourné depuis pro-nucléaire, sont jetés dans le même sac de la « *deep ecology* ». L'ex-ministre, Luc Ferry, étant promu lanceur d'alerte humaniste pour avoir le premier travesti les défenseurs de la nature en nazis anthropophobes, dans son *Nouvel Ordre écologique* (1992). On voit le sérieux de cette documentation sur laquelle s'appuie, in fine, l'article d'Isabelle Mandraud.

Que raconte *Le Parfum d'Adam* ? « *Juliette, jeune militante écologiste, fragile et idéaliste, participe à une opération commando pour libérer des animaux de laboratoire. Cette action apparemment innocente va l'entraîner au cœur d'un complot sans précédent qui, au nom de la planète, prend ni plus ni moins pour cible l'espèce humaine.* » Ce complot, en l'occurrence consiste à voler des vibrions de choléra renforcé, dans le laboratoire en question, et à les répandre parmi les populations les plus pauvres du monde afin de les exterminer.

Abominable, n'est-ce pas ? Et l'on voit comme Rufin, Ferry et Mandraud, ont raison de nous alerter contre la terreur écologiste. Rufin qui est un génie visionnaire, genre de Villiers plutôt que Dostoïevski,

¹ *Le Monde*, 26/07/08

en rajoute. « *Les événements qui constituent la trame de ce roman, s'ils ne sont pas véridiques, ne me paraissent pas non plus, hélas, invraisemblables.* » A l'appui de cette vraisemblance, Rufin cite, on l'a vu, l'opinion du FBI, sans donner de source, et un article de *Libération* (30 janvier 2006), ainsi résumé : « *Des inculpations sous le chef explicite d'écoterrorisme ont récemment eu lieu aux Etats-Unis concernant une quinzaine de militants de la cause animale et de la défense de l'environnement.* » Anxieux de lire cet article en entier, on a commandé au service archives de *Libération* son édition du 30 janvier 2006. Voici la réponse reçue : « *Il n'y a pas d'article concernant des écoterroristes aux USA le 30/01/06, ni même en 2006, ni même en 2005 à part cette brève ci-jointe. Quelque soit la façon de chercher rien ne sort (...)* »

Voici la brève en question, publiée le 21 mai 2005 dans la rubrique « Terre » :

« *Les « eco-warriors » terrorisent le FBI*

Les activistes du Front de libération de la Terre représentent une menace de terrorisme aux Etats-Unis, d'après un officiel du FBI qui s'est prononcé sur le sujet mercredi au Sénat. En avril, un de ces militants a été condamné à huit ans de prison : il avait mis le feu à des Hummers, ces 4x4 de l'armée US très à la mode. »

C'est tout ? « *Pour étayer ce récit,* » se rengorge Rufin, « *j'ai fait appel à une large documentation qu'il est impossible de reproduire ici exhaustivement* » Oh, vraiment ? Dommage. Les avis du FBI sont d'une véracité scientifique et l'on est toujours avide de s'instruire.

Patricia Thomas, une journaliste de *The Ecologist* qui n'a pas commis de « *récit très documenté* » sur « *les complots d'écolos fanatiques* », se borne à rapporter « *la position du FBI qui considère que l'écoterrorisme est une des menaces majeures pour les Etats-Unis* »², et non pas « *la deuxième menace terroriste la plus importante après le fondamentalisme islamique.* » Elle cite les propres termes du FBI dans une déclaration en ligne : « *Utiliser le renseignement contre les terroristes de l'ELF et de l'ALF.* »

« *Ensemble, les éco-terroristes et les extrémistes des droits de l'animal sont aujourd'hui l'une des plus sérieuses menaces de terrorisme intérieur aux Etats-Unis... pour plusieurs bonnes raisons.*

- *Le simple volume de leurs crimes (plus de 2000 depuis 1979) ;*

- *L'énorme impact économique (pertes de plus de 110 millions de \$ depuis 1979) ;*

- *Le large éventail de victimes (depuis des sociétés internationales et des entreprises de bûcheronnage jusqu'aux installations d'expérimentation animale et les firmes de recherche génétique) ;*

- *Et la violence croissante de leur rhétorique et de leurs tactiques (un communiqué récent envoyé à une société californienne d'essais de produits disait : « Vous pourriez protéger vos locaux, mais pourriez-vous protéger les foyers de chaque employé ? »)*³

Cet avis du FBI entraîne le bulletin d'alerte du Centre national des situations d'urgence à titrer à son tour : « *Eco-terrorisme : la principale menace intérieure.*

*Depuis plus de six ans, les niveaux de la sécurité et du renseignement de la nation se sont préoccupés de la probabilité de cellules dormantes d'Al Qaida, pouvant être activées pour lancer d'autres attaques terroristes. Mais les chercheurs sont persuadés que des extrémistes intérieurs seront responsables des futurs carnages et dommages aux infrastructures critiques du pays. (...) Le FBI définit l'éco-terrorisme comme « l'emploi ou la menace d'emploi d'une violence de nature criminelle contre d'innocentes victimes ou des biens par un groupe environnemental, infra-national, pour des raisons politico-environnementales, ou visant une audience au-delà de la cible, souvent de nature symbolique. »*⁴

D'une pierre, deux coups, les analystes du FBI font à la fois œuvre de juristes et de lexicographes, en créant et en définissant les concepts d' « *écoterrorisme* » et d' « *écoterroristes* ». Ces néologismes ne sont pas que des mots. Avant d'agir, la police, fort justement, mène une bataille d'idées. C'est à cela que sert d'abord son travail d'enquête permanent : produire des idées. Qui est l'ennemi public, par exemple. Définir la menace, nommer et désigner les menaceurs, puis les traquer et neutraliser. Quand de source officielle on nous annonce la raréfaction emballée des conditions de vie sur Terre – que chacun par lui-même éprouvait depuis des décennies -, que s'accélère la disparition des espèces et la dégradation des

² cf. *L'écologiste* n°26, été 2008

³ cf. http://www.fbi.gov/page2/june08/ecoterror_063008.html

⁴ cf. www.usfa.dhs.gov/fireservice/subjects/enar-isac/infograms/ig2008/13-08.shton

éléments ; on peut sans gros risque en déduire que le conflit entre pouvoir et sans-pouvoir, entre pillards accapareurs et parias dépouillés va s'intensifier de façon terrifiante. C'est aux premières escarmouches de cette lutte finale que l'on assiste entre les plus sensibles et les plus insensibles à la nature. Le FBI, le *comitatus*, l'appareil de terreur du pouvoir⁵, anticipe correctement ces affrontements, déjà entamés dans nombre de pays, avec ses campagnes de propagande préparatoires. Il est fascinant d'observer la fabrication d'un nouvel « ennemi intérieur », promis à un bel avenir, aux côtés d'abord du « terrorisme islamique », avant de supplanter celui-ci ; comme le « péril jaune » (chinois) supplante déjà « l'Islamisme » dans le rôle d'ennemi extérieur.

On voit par le résumé de son ouvrage que Rufin, lui, croit à la « théorie du complot » et professe une vision parfaitement policière de l'Histoire. Selon cette vision, sans les supposés comploteurs, et en particulier les « chefs », les « meneurs », justement, il n'y aurait ni désordre ni d'histoires. Une vision honnie par les penseurs du pouvoir comme superstition populaire et mécanisme sacrificiel lorsque retournée contre les complots bien réels, ou si l'on préfère, les « plans », les « projets », les « programmes », des Etats et de leurs symbiotes militaro-industriels. Dans son malheur et sa grossièreté, la plèbe, selon les doctes, les journalistes et les politiciens, s'en prend aux « élites » naïvement accusées de tous les maux ! Populisme ! « Système d'explication simpliste », mais « efficace », pour les « gens » en mal de sens. Les « gens » dans le langage de l'« élite », c'est ce qu'elle nommait autrefois la populace, la plèbe, le menuail.

Rufin retourne ce mécanisme d'explication et de sacrifice avec une remarquable perversité. Les « Nouveaux Prédateurs », sa secte d'« écologistes » exterminateurs, composée de riches et puissants, de scientifiques, de techniciens et d'exécuteurs, s'en prend aux multitudes misérables des maux qu'elles subissent, et de la catastrophe planétaire. Morts les malheureux, mort le Malheur. Et voilà les coupables : non pas les élites scientifiques et industrielles, mais les *élites écologistes* ! Comme si un escadron de la mort, ramas de tueurs, de policiers et de soldats, s'intitulait les « Nouveaux Anarchistes » pour attaquer les quartiers misérables. Et c'est d'ailleurs ce que l'on a vu dans les guerres d'Algérie, d'Irlande, d'Amérique latine, au Kenya, en Italie, avec la création de faux maquis et de faux groupes guérilleros par les forces spéciales et les services secrets, afin de perpétuer des massacres et de discréditer les vrais partisans. Et qu'était-ce au fond que le Parti National-Socialiste des Travailleurs Allemands (NSDAP), sinon le type même de ces tromperies à l'échelle industrielle et publicitaire ? Ce qui permet 70 ans plus tard aux faussaires type Luc Ferry ou Alain de Benoist ("penseur de la Nouvelle Droite", comme ils disent) de continuer à supputer la rumeur d'une sourde communauté de pensée entre rouges et bruns, ou verts et bruns. C'est pourtant dans l'Autriche kitsch et jamais dénazifiée de Jorg Haider et consorts, que le 21 mai 2008 à l'aube, 23 équipes de 30 à 50 policiers chacune, ont fracassé les portes des bureaux et domiciles des défenseurs des animaux, réveillant les habitants du canon de leurs pistolets, en arrêtant une cinquantaine, avant de mettre en garde à vue dix personnes soupçonnées d'organisation criminelle. Le dernier incarcéré, Martin Balluch, n'a été relâché qu'après 104 jours de prison et une grève de la faim. A cette occasion, il a été découvert que la police s'était donné la peine de compiler un dossier à charge de 2500 pages, de mettre les téléphones et les échanges de courriels sur écoutes et interceptions, les domiciles sous vidéosurveillance, et d'infiltrer des mouchards humanoïdes parmi les militants. En fait, les charges les plus incriminantes visent leurs tentatives d'échapper à l'espionnage électronique, par l'emploi de forums Internet privés, de courriels et d'accès informatiques cryptés, de téléphones portables non-enregistrés, etc. Car, où serait le problème s'ils n'avaient rien à se reprocher ? Et l'on voit avec quelle stupéfiante vitesse le refus d'avoir un téléphone portable est devenu un *mauvais signe* et une présomption criminelle. Mais *l'avancée des connaissances* étant ce qu'elle est, on sait qu'il sera bientôt aussi criminel et vain de vouloir cacher ses pensées à la neuropolice, qu'autrefois à Dieu.

A propos de crimes, il ne semble pas que les amis des animaux aient commis plus de sabotages ou de violences en Autriche que n'importe où. Plutôt moins selon Martin Balluch⁶. En revanche, il paraît qu'ils ont depuis dix ans obtenu davantage de succès dans l'opinion *et dans les faits*. « *D'abord, nous avons fait interdire l'élevage d'animaux à fourrure, puis les animaux sauvages dans les cirques, puis les cages en batterie et l'expérimentation sur les singes, et dernièrement l'élevage de lapins en cage. Ces succès*

⁵ cf *Terreur et possession – Enquête sur la police des populations à l'ère technologique*. Pièces et Main d'œuvre (Ed. L'Echappée, 2008)

⁶ http://www.vgt.at/presse/news/2008/news20080911_1_en.php

ont beaucoup inquiété des groupes puissants dans la société. Une fois obtenue l'interdiction de l'élevage des poules en batterie en 2004, nous avons commencé à ressentir une répression policière croissante. »

Sauf erreur, ni *Le Monde* ni Isabelle Mandraud, si soucieux d'alerter leurs lecteurs de cette nouvelle menace de « l'écoterrorisme », n'ont informé leurs lecteurs de cette affaire autrichienne. Sans doute est-ce leur mauvaise conscience qui les aura contraints récemment à prendre la défense d'innocents épiciers, éleveurs de canards injustement impliqués dans des problèmes de retard ferroviaire⁷.

Quant à Rufin, il faut avouer qu'avec ses roulages de mécaniques et son profil barbusard, il se prête admirablement au rôle d'agent d'influence. Voici un « pionnier de l'action humanitaire « sans frontière » », comme le qualifie sa notice biographique, que sa philanthropie a propulsé sous Léotard au cabinet du ministère de la Défense. Là, notre Docteur Justice à la Pif le Chien « a été sollicité à plusieurs reprises pour mener des opérations secrètes, notamment dans le cadre de libérations d'otages (en Afrique et dans les Balkans). En créant son intrigue au croisement de la médecine et de l'espionnage, il explore deux mondes qu'il connaît de l'intérieur et qui ont de plus en plus de liens entre eux. »

Connaissance accréditée dans sa préface par d'ostensibles « témoignages de reconnaissance », « à mon ami Sir Ronald G., ancien chef des SAS britanniques », et à « beaucoup d'agents que j'ai connus lorsque j'étais chargé des opérations de maintien de la paix au ministère de la Défense (...) ».

Pour savoir ce que sont les SAS, lisez « *Guerre spéciale en Europe* » de Roger Faligot⁸. Mais l'on reviendra à Rufin et à son « récit très documenté ».

A suivre...

Pièces et Main d'Œuvre
Grenoble, le 3 janvier 2009

⁷ Cf *Le Monde*, 21/11/08

⁸ "Pour mener à bien les opérations spéciales que requiert la contre-insurrection, les Britanniques ne peuvent utiliser uniquement les troupes régulières. "Un régiment d'élite anti-guérilla", "Unité spéciale anti-terroriste", tels sont les qualificatifs attribués au fer de lance du dispositif contre-insurrectionnel britannique, souvent comparés aux "bêrets verts" américains, le Special Air Service, les Services Aéroportés Spéciaux. (...) Les noms de ses membres, de ses officiers ne sont pas divulgués. Leurs photos sont interdites, et les S.A.S. figurent souvent dans d'autres divisions régulière ou dans la General Army List. (...) Les S.A.S. plongent en fait leurs racines plus profondément dans l'histoire britannique. Celle des armées privées organisées et encadrées par la classe dirigeante britannique pour protéger ses intérêts, et principalement pour écraser les rebelles irlandais. Régiments d'élite, les S.A.S. le sont tant par les talents particuliers qu'on exige d'eux que par le mode de recrutement singulier. L'un des trois régiments S.A.S., le *21st S.A.S Regiment (Artists) Territorial Army*, créé après-guerre, est un régiment de réserve, et de l'armée territoriale, principalement chargé d'intervenir en Grande-Bretagne. L'ancêtre direct du *21e S.A.S.* est un régiment territorial, les *Artists Rifles*. Fondé en 1860 par un certain Edward Sterling, il s'agit d'une unité d'élite composée essentiellement de membres des professions libérales et d'artistes qui participent à l'entraînement et aux activités du régiment sur une base volontaire; ils achètent eux-mêmes leur uniforme, leurs armes et doivent même payer un droit d'entrée, toutes dispositions qui réduisent l'appartenance aux classes aisées. (...) A certains égards, ce régiment est comparable à la Garde nationale française, surtout après 1830. (...) Mais à vrai dire, les S.A.S. forment avant tout un "Service Action" des services secrets et du Foreign Office plutôt qu'un régiment principalement levé pour intervenir contre l'expansionnisme nazi en Europe ou ailleurs." (R. Faligot. *Guerre spéciale en Europe*, Flammarion, 1980)

Bref, les S.A.S. sont l'équivalent, l'ancêtre, et dans une certaine mesure la matrice du 11e Choc français, des 2000 hommes du Commandement des Opérations Spéciales, du GIGN, des "forces spéciales" envoyées en Afghanistan quand les forces régulières se font embusquer. Des soldats politiques pratiquant l'espionnage, l'infiltration, la manipulation, le sabotage, l'assassinat.

À la recherche du nouvel ennemi (II) *Le CRSSA, Fort Detrick et les États contre le bioterrorisme*

Dans le chapitre précédent, nous avons démonté la fabrication de l' « écoterrorisme », ennemi à peu près imaginaire, par le FBI, l'écrivain barbouze Jean-Christophe Rufin, auteur de *Le Parfum d'Adam*, et *Le Monde*, sous la signature d'Isabelle Mandraud.¹

Nous traitons aujourd'hui du « bioterrorisme » (en pièce jointe et à l'adresse suivante...), un ennemi bien réel et d'une toute autre ampleur que la galéjade « écoterroriste » ; mais un ennemi qui n'est pas celui qu'on croit. C'est qu'à l'exception de la contamination à la salmonelle d'un bar à salades de l'Oregon, par la secte des Rajneeshee – sans aucun mort -, les milliers de victimes de la guerre biologique ont été empoisonnés par les spécialistes des armées de l'Etat : ceux-là même qui nous alertent contre le « bioterrorisme ».

Mieux. Les envois de lettres empoisonnées à l' « anthrax », aux Etats-Unis, en 2001, amalgamés aux attentats du 11 septembre, ont servi à un déchaînement sécuritaire, législatif et techno-scientifique, dont ont profité tous les Etats, et tous les appareils militaro-scientifiques de la planète. Or les autorités américaines savaient dès octobre 2001, et leurs pareilles étrangères, dès novembre, que la souche de charbon utilisée pour ces envois provenait du laboratoire militaire de Fort Detrick, dans le Maryland. Le dernier suspect officiel dans cette affaire, le Dr Bruce Ivins, chercheur à Fort Detrick, s'est opportunément suicidé en juillet 2008, clôturant du même coup, la très nonchalante enquête du FBI.

Sept ans plus tard, le fin mot de la « guerre au bioterrorisme ». Ce qu'elle a permis. Ce qui a changé. Ce qui a été perdu sans retour. L'Histoire telle qu'on nous la concocte au Service de Santé des Armées et au laboratoire P4 Biomérieux de Lyon.

1-

Ce même 26 juillet 2008, jour de l'alerte du *Monde* contre l' « écoterrorisme », *Le Daubé* annonce la fermeture du Centre de Recherche du Service de Santé des Armées (CRSSA), à La Tronche (Isère), ou plutôt son déplacement à Brétigny-sur-Orge (Essonne), en 2011. « *Nous l'espérons !* » s'exclame Hervé-Jean Bertrand-Pougnand, maire de La Tronche, aussi réjoui de ce départ que son prédécesseur, Denise Revel, se réjouissait en 1988 de son arrivée. « *Avec le CRSSA, La Tronche pourrait s'enorgueillir de posséder sur son sol un des outils les plus performants de la Recherche et confirmer sa place privilégiée dans le domaine de la santé.* » (*La Tronche Info*, octobre 1988)

Ayant dénoncé à maintes reprises le CRSSA et ses activités mortifères², nous aimerions nous enorgueillir, nous aussi, de son départ, mais nous n'y sommes pour rien, hélas, et le plan de rationalisation des armées, pour tout. L'accélération technologique dans le domaine militaire signifie que, parallèlement à une militarisation croissante de la population au sein de la Défense Opérationnelle du Territoire (DOT), le nombre des militaires professionnels ne cesse de réduire, comme les effectifs industriels et administratifs, au profit de l'automatisation. 54 000 emplois sur 320 000 devraient être supprimés d'ici 2015, soit trois fois plus que lors du passage à l'armée de métier en 1996.³ Cependant que les laboratoires et équipements seront toujours plus concentrés et intégrés. Le CRSSA, lui-même, étant issu de la fusion en 1988, de deux centres de recherches, jusqu'alors situés à Clamart et à Lyon.

Nous ne voudrions pourtant pas faire passer Hervé-Jean Bertrand-Pougnand pour le pacifiste qu'il n'est pas. Si le maire de La Tronche se réjouit du départ du CRSSA, c'est, officiellement, que la place libérée lui permettra de construire des logements. Il n'est pas dit que dans son for intérieur, et dans l'esprit de ses administrés, on soit fâché de voir partir cet arsenal virologique, dont la réputation entache fort celle de la commune. Quant au personnel civil du Centre, il se lamente évidemment par la voix de ses syndicats de cette « *délocalisation* ». L'emploi étant le souverain bien, et la mort des autres, un emploi comme un autre, peut-être devrait-on recycler le personnel du CRSSA dans un centre d'euthanasie -sous la responsabilité de la

¹ *A la recherche du nouvel ennemi (I) – Mandraud, Rufin et les polices contre l'écoterrorisme*,
www.piecesetmaindoeuvre.com

² Cf. *Le problème avec Biopolis*, nov.2001, et bien d'autres textes sur www.piecesetmaindoeuvre.com

³ cf *Le Monde*. 17 juin, 29 octobre 2008

Direction des Affaires Sociales, bien entendu - afin d'offrir toutes les garanties éthiques et professionnelles aux usagers.

Que fait-on au CRSSA ? Non couvertes par le « Secret Défense », ses activités restent « *strictement confidentielles* »⁴. Un effectif fluctuant autour de 300 personnes, un tiers de civils, deux tiers de militaires, œuvre à la guerre nucléaire, bactériologique et chimique (NBC), ainsi qu'à l'étude des conditions de combat en milieu extrême ; altitude, froid, chaleur. Ainsi, en 1991, les soldats de l'opération Daguet, en Irak, servent de cobayes au modafinil, « *un médicament révolutionnaire qui permet de lutter contre le sommeil.* »⁵ La juge Marie-Odile Bertella-Geoffroy instruit depuis juin 2002 les plaintes des victimes. Mais pour une affaire qui voit le jour, et redore le blason républicain de l'armée et le blason démocratique de la république, combien de tues, de niées et d'indécelées ? En 1999, *Le Canard Enchaîné* et *L'Événement du Jeudi* révèlent, sous la signature d'Eric Merlen, un projet de laboratoire secret au sein même du CRSSA. « *A côté de ces recherches « grand public » les militaires ont développé une animalerie pour étudier la virologie et la bactériologie sur des cochons, des singes, des lapins, des rats, etc. Une trentaine de salles sont en passe d'être réaménagées (étanchéité, pressurisation, réseaux électriques, climatisation, réseaux de sécurité...) afin de recevoir des virus ou des gaz qui seront testés sur ces animaux sacrifiés pour la microbiologie, la génétique et la biochimie. En clair, tout ce qui touche à la guerre chimique et bactériologique. Ce laboratoire d'un genre particulier devrait accueillir une quarantaine de scientifiques des armées. Seul bémol, ni le ministre de la Défense, comme le notait le Canard, ni les élus locaux ne semblent connaître l'état exact des travaux. L'idée de l'état-major serait en fait de proposer clés en main le labo à Jacques Chirac, afin qu'il ne puisse plus reculer. Pourquoi Grenoble, en pleine zone urbaine... et sismique ? L'armée reste pour le moment muette sur ce point crucial.* »⁶

Depuis, Éric Merlen est devenu tout à la fois « conseiller presse » de Michel Destot, maire PS de Grenoble, et « *muet sur ce point crucial* », ce qui est tout de même dommage lorsque l'on a assez d'entregent pour présenter Imad Lahoud, directeur scientifique d'EADS, au journaliste Denis Robert - et déclencher ainsi, indirectement, la seconde affaire Clearstream⁷ ; tout en rédigeant les « *Carnets intimes de la DST* » !⁸

À défaut du Front de Libération Animale, la moindre des choses eut été qu'un Front de Libération Humaine combattît pour notre espèce, en même temps que pour les cochons, singes, lapins et rats, livrés aux scientifiques expériences des virologues du CRSSA. On n'attendait pas Bruce Willis et l'Armée des douze singes, peut-être une inquiétude, une émotion, des questions - qui sait ?- parmi ce qui fait localement profession d'écologisme, de citoyennisme, on en passe et de mieux pensants. En vain, bien sûr ; heureuse conjonction des pires sourds, ceux qui ne veulent rien entendre, et de la Grande Muette, celle qui ne veut rien dire.

C'est en 2000, au café « Science et Guerre » de Lyon, lors d'une joviale soirée, conviviale et participative, que le docteur Alain Jouan, chef du laboratoire de virologie du CRSSA, prononce sa phrase culte, maintes fois reproduite. Après avoir brossé le tableau des effets d'un lâcher de quelques kilos de bacilles de charbon au-dessus de Paris ou de New York – des centaines de milliers de victimes en quelques jours, la panique et le chaos à l'échelle nationale, voire internationale -, il ajoute en toute sagacité médico-militaire qu'« *il existe une barrière morale chez tout être humain et l'utilisation de l'arme biologique dépasse cette barrière : c'est pourquoi un acte terroriste de cette ampleur n'a jamais existé.* »⁹

Un an plus tard, chacun, à l'école des media, apprend à parler de « l'anthrax », fléau nouveau dont l'atroxité se révèle rien qu'à la phonétique hérissée de son nom, plutôt que du banal « charbon » qui, tel un mauvais champignon, sent un peu trop son plateau de Millevaches.

Six ans plus tard, soit cette formule sur « l'existence » ou non d'« *une barrière morale* » concernant l'emploi d'armes biologiques de masse appartient au manuel de communication de l'armée, soit Alain Jouan a participé à la rédaction du *Livre blanc du gouvernement sur la sécurité intérieure face au terrorisme*¹⁰, où on l'y retrouve, quelque peu modifiée par l'expérience. « *Car on ne peut exclure une autre mutation qui conduirait au terrorisme nucléaire, radiologique, biologique ou chimique. Nul interdit moral ne s'y oppose du point de vue des terroristes.* » L'interdit moral, du point de vue des États et de leurs armées étant bien connu des Indiens d'Amérique, Chinois, Japonais, Russes, Allemands, Français, etc.

⁴ *La Tronche Info*, octobre 1988

⁵ *Le Monde*. 18/19 décembre 2005

⁶ E. Merlen. *L'Événement du Jeudi*. 11 mars 1999

⁷ cf. http://fr.wikipedia.org/wiki/96C39689ric_Merlen

⁸ Octobre 2003. Fayard

⁹ Cf. www.1001-sciences.org

¹⁰ Cf. La documentation française. 21 juin 2006

Si l'on vous dit « Octobre 2001 ? », répondez-vous « Ras-le-bol » ?, « Je m'en fiche » ?, ou « Après septembre 2001 » ?... Pas mal. Voici sept ans déjà, un septennat éclair et dont l'événement inaugural nous paraît pourtant si lointain, dans le fracas et la fumée suivant l'effondrement du Centre Mondial du Commerce, des envois de missives empoisonnées au charbon déclenchèrent une nouvelle panique aux Etats-Unis et en Europe, une réplique de l'épouvante première. Pire qu'une attaque de Martiens. Les tueurs d'Al-Qaïda, la société secrète des Assassins, étaient parmi nous, accomplissant leurs plans démoniaques. Ces lettres homicides furent toutes expédiées de Trenton (New Jersey) en deux vagues : le 18 septembre et le 9 octobre 2001. Adressées à deux sénateurs démocrates et à cinq groupes de médias, elles contenaient, outre des milliards de spores du charbon, de brefs messages « islamiques » en caractères bâtons et en anglais rudimentaire : « *Voici la suite- Prenez de la pénicilline maintenant- Mort à l'Amérique – Mort à Israël – Allah est grand* » 28 personnes furent contaminées, 5 en moururent. Les farceurs s'amusaient. « *En octobre, uniquement sur le sol américain, 10 000 enveloppes contenant des poudres –imitant l'anthrax- sont expédiées. Le trafic postal dans tout le pays est gravement perturbé. Deux centres de tri majeur sont fermés pendant des mois, un immeuble du Sénat est évacué, des milliers de personnes sont traitées préventivement. Les pharmacies sont prises d'assaut. À New York et à Washington, il y a pénurie de l'antibiotique le plus efficace contre l'anthrax.* »¹¹

Rien qu'en France, 600 enveloppes enfarinées aboutissent aux laboratoires militaires du Bouchet (Essonne), et de La Tronche (Isère), la semaine du 6 octobre 2001. Fin novembre, on en compte plus de 1500, 3000 un an plus tard. De quoi ruminer sur la jouissance de catastrophe qui hante tant de « mauvais plaisants ». Les temps de catastrophes, comme les grandes vacances, interrompent le cours morne et répétitif de la vie quotidienne. Ce sont aussi de grands jeux qui nous ramènent aux excitations de l'imprévu, de l'aventure, de l'infini possible, comme autrefois les chutes de neige interrompaient l'école et le trafic routier. Les hommes ne feraient pas tant la guerre, si elle n'avait, comme la chasse, des aspects ludiques et compétitifs –agonistiques-, des péripéties et des surprises infiniment plus divertissantes que l'ordinaire. Les rédacteurs du livre blanc sur le terrorisme ne sont pas amusés.

« *Nous devons aussi mieux gérer les menaces d'attentats. L'expérience a montré que, en France au moins, l'annonce d'un attentat, commis sur notre territoire ou à l'étranger, stimule toujours de mauvais plaisants. Après la crise de l'anthrax aux Etats-Unis en 2001, des milliers d'enveloppes suspectes ont circulé en France et toutes ont été transmises à des laboratoires aux fins d'examen, ce qui a provoqué des engorgements et des délais de traitement excessifs. De même, après les attentats de Madrid en mars 2004, la SNCF a reçu de très nombreux appels anonymes prétendant que des bombes avaient été placées sur des voies ou à bord de trains, ce qui a engendré des retards considérables. Au-delà de la sensibilisation des Français aux dangers de ce type de comportements, une sévérité accrue à l'égard des auteurs de fausses alertes s'impose.* »¹²

« *Il y avait parfois* », se souvient un employé « *une file de 300 mètres de camions de pompiers qui venaient nous livrer les échantillons.* »¹³ Les Grenoblois n'ont évidemment jamais vu la photo de cette file de 300 mètres dans leur quotidien local, ils découvrent ou redécouvrent pendant le Centre de Recherche du Service de Santé des Armées, situé face au CHU de Grenoble, en limite de zone inondable, avant de le repousser derechef, dans l'angle mort de leurs consciences.

Sans doute y a-t-il en France et dans ses possessions d'outre-mer des installations militaires clandestines ou couvertes par le secret défense, dont l'existence même est niée ou cachée. Un autre « Livre blanc », publié en juin 2008 et consacré à la Défense et Sécurité nationale, déclare sans ambages : « *La définition du secret de la défense nationale et de sa compromission devra inclure, conformément à un avis rendu par le Conseil État le 5 avril 2007, les informations classifiées, les réseaux classifiés et certains lieux très sensibles, dont l'existence ou l'objet relève en lui-même du secret de la défense nationale.* »¹⁴ On voit qu'à ce train, l'existence même du secret défense, sera bientôt un secret défense, suivant une mise en abyme à l'infini. Le CRSSA, lui se fonde dans la banalité et la dualité technoscientifique. Centre militaire ? Oui, mais la moitié du personnel est civile et syndiquée. Recherches militaires ? Oui, mais certaines au moins, sont publiées dans les revues scientifiques. Travaux sur les virus et les rayons ionisants ? Oui, mais mise à disposition des caissons thermo-climatiques, aux chercheurs civils, aux himalayistes et aux arcticiens. Ainsi, deux mois après le « scoop » Éric Merlen sur

¹¹ *Le Monde* 2. 7 janvier 2006

¹² *La France face au terrorisme. Livre blanc du gouvernement sur la sécurité intérieure face au terrorisme*, 21 juin 2006.

La Documentation française

¹³ *Libération*. 4 octobre 2002

¹⁴ *Défense et Sécurité nationale. Le Livre blanc*. Odile Jacob et La Documentation Française. 2008

un projet de « *laboratoire secret* » au sein du CRSSA, le général Curé, alors directeur du CRSSA, fait-il savoir que celui-ci « *ne pose aucun risque en matière d'environnement* », en dépit de l'adage militaro-industriel sur l'inexistence du « *risque zéro* » ; qu'il ne s'agit que « *d'une mise aux normes du laboratoire de virologie* », pour un montant de 6 millions de francs ; et que ce nouveau laboratoire P3, travaillera désormais avec le laboratoire P4 de Biomérieux, à Lyon, inauguré deux mois plus tôt par Jacques Chirac.¹⁵ De même que toutes les technologies sont « *duales* », civiles et militaires ; la civilisation des laboratoires militaires a pour complément la militarisation des laboratoires civils, dont les travaux sont exploités par l'armée, quand ils ne travaillent pas directement pour elle et avec elle.

La chronique bêtifiante, lénifiante, terrifiante, du CRSSA, nous apprend sa participation à l'Association de Développement des Biotechnologies sur l'Agglomération Grenobloise (Adebag), en compagnie des collectivités locales, du CHU de La Tronche, de l'Inra, de l'Université Joseph Fourier, et du Commissariat à l'Énergie Atomique, afin d'édifier Biopolis, un « *incubateur d'entreprises* » voué à la médecine high tech et aux manipulations génétiques.¹⁶ Que selon Jacques Viret, médecin-chef au CRSSA, « *Nous ne sommes pas plus dangereux que n'importe quel laboratoire de faculté ou d'hôpital, entités avec lesquelles, d'ailleurs, nous collaborons !* » (*Le Daubé*. 31 octobre 2001) Mais précisément pas moins, puisqu'en ce même mois d'octobre 2001, la vague de lettres au charbon « *démontre* » la nécessité de « *sécuriser* » tous ces « *lieux sensibles* ». Couverture habituelle : « *Notre vocation n'est pas de concocter des systèmes offensifs, mais de cerner la physiologie de la survie dans ses divers aspects.* » Rends-toi la survie, tu es cernée ! Dans le laboratoire P3 de La Tronche, on étudie, sur les singes et les souris, les virus de la fièvre jaune, de la fièvre de la Vallée du Nil, de la dengue, des fièvres hémorragiques dont le docteur Jouan est un spécialiste. Et le spécialiste de sourire, « *Personne n'a protesté de la présence d'un atelier de torpilles à Saint-Tropez !* » Non, sans doute. Les Tropicains, comme les Grenoblois, ne voient qu'un inconvénient de pure forme à gagner leur vie dans la production de projectiles, tant que ces projectiles vendus à de lointaines puissances servent à ruiner et massacrer de lointaines populations, sans leur revenir en boomerang. Ce qui n'empêche pas les plus sensibles et conscients de manifester leur sollicitude envers ces mêmes populations par des réunions et processions rituelles, expiatoires, et récurrentes, dans les rues de la ville . Car, suivant le manuel de casuistique citoyenne, « *Il ne faut jamais opposer le proche au lointain.* » On attend donc avec impatience l'explosion de bombes, de missiles, de torpilles sur nos ateliers d'armement et nos laboratoires militaires, afin d'unir vraiment le proche au lointain.

Toute la protestation du personnel civil du CRSSA, représenté par SUD, la CFDT, FO et la FADN (Fédération Autonome de la Défense Nationale), consiste à bouder la cantine d'entreprise pour contester *des aménagements d'horaires*.¹⁷ Pour rassurer une population alertée par nos soins, le maire et les conseillers municipaux de La Tronche se plient à l'exercice de la « *visite* » au CRSSA, dûment rapportée par *Le Daubé* et le bulletin municipal. « *Seul le département de biologie des agents transmissibles leur a été fermé pour cause de désinfection en cours...* »¹⁸ Seul le département de biologie des agents transmissibles... Voilà qui est beau comme un communiqué du Sirpa (Service d'Information et de Relations Publiques de l'Armée). Et certes, nul n'aurait voulu que des agents transmissibles n'inoculent les élus de La Tronche, ni que leur visite ne retardât l'urgente désinfection du département de biologie. Le directeur du CRSSA rend la politesse lors d'une réunion publique sur les « *risques majeurs* ». Un vocable nouveau destiné à réunir les « *risques naturels* » et « *technologiques* », afin de donner aux écotechniciens Verts et civiques du service public, matière à répandre « *la culture du risque* ». Cette dernière constituant une excellente initiation aux « *nouvelles menaces* » auxquelles la population sous direction militaire, doit être préparée, mobilisée, en perpétuelle alerte. - Comme le dit bien le *Livre blanc du gouvernement sur la sécurité intérieure face au terrorisme* : « *La dernière version de VIGIPIRATE, en vigueur depuis mars 2003, est fondée sur le postulat que la menace terroriste doit désormais être considérée comme permanente. Elle définit ainsi un socle de mesures appliquées en toutes circonstances, même en l'absence de signes de menaces.* »-

Le directeur du CRSSA rassure donc les habitants de La Tronche, « *Il n'y a pas de contamination biologique possible pour la population. L'air qui sort du CRSSA est stérile. Le risque essentiel, c'est l'incendie à cause des produits chimiques.* »¹⁹ Mais le 11 novembre, quelques dizaines de personnes vont déposer des bouquets de fleurs au CRSSA, « *à la mémoire des victimes de toutes les nécrotechnologies, civiles et militaires* ». Photo et légende dans *Le Daubé* : 8 centimètres carrés. (12 novembre 2002) Riposte du CRSSA, le médecin-chef

¹⁵ Cf. *Le Daubé*. 4 mai 1999

¹⁶ Cf. *Le Daubé*. 15 février 2001, et *Derrière l'arbre Biopolis, la forêt des nécrotechnologies*, PMO, février 2002

¹⁷ *Le Daubé*. 13 décembre 2001

¹⁸ *Le Daubé*. 18 mars 2002

¹⁹ *Le Daubé*. 17 mai 2002

Savourey fait une conférence sur les réactions aux conditions extrêmes – froid, chaleur, altitude-, c'est-à-dire les conditions de combat, au Club Alpin Français : 16 centimètres carrés dans *Le Daubé*. (1^{er} décembre 2002) Quelques mois plus tard, « 13^e Rue », « la chaîne action et suspense » diffuse « *Des Hommes d'honneur. L'Ennemi invisible* », 30 minutes de propagande à la gloire du CRSSA. « *Le médecin-chef Jouan nous fait visiter à Grenoble, le laboratoire militaire chargé d'étudier les risques d'attaques nucléaires, radiologiques, biologiques ou chimiques. Depuis l'attentat au gaz sarin dans le métro de Tokyo, en 1995, et surtout depuis les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis et l'alerte à l'anthrax qui a suivi, la France et l'Europe doivent plus que jamais envisager ce type d'actes de terrorisme et de destruction massive.* »²⁰

Le 11 novembre 2004, derechef, un « Collectif isérois contre la guerre » va déposer une gerbe et des œillets multicolores devant le CRSSA. 14 centimètres carrés de photo légendée dans *Le Daubé* : la lutte paye ! Mais dès le mois de janvier suivant, le quotidien local et la presse nationale célèbrent les dernières découvertes du laboratoire militaire. C'est d'abord Éric Chabrière, un jeune biologiste qui trouve, semble-t-il, une protéine capable de dégrader certains gaz de combat, et une autre, souveraine contre le « mauvais cholestérol ». Brevets, business, industrie pharmaceutique. « *On comprendra que l'U.S Army mais aussi, chez nous, la Direction Générale à l'Armement, se soient pris de passion pour les travaux du Dauphinois.* »²¹ Huit jours plus tard, nouveau coup de clairon : « *Une avancée grenobloise contre le bio-terrorisme. Le vaccin contre la variole couvrirait toute la France.* »²² En clair, il s'agit de la mise au point par le laboratoire de virologie du CRSSA, d'une nouvelle aiguille d'injection permettant d'économiser la vaccine et de « multiplier par dix-neuf » les possibilités du stock existant. « *95 millions de doses sont désormais disponibles permettant d'immuniser toute la population à la moindre alerte. (...) la France pourrait être vaccinée dans les délais, c'est-à-dire en moins de deux semaines.* »²³

L'importance de cette annonce se mesure à la terreur inspirée par la variole dans les laboratoires. « *C'est l'une des armes les plus redoutables que pourraient utiliser des terroristes. (...) Le danger tient d'abord à la très grande virulence de cet agent fréquemment mortel et hautement contagieux (par voie respiratoire et cutanée). Or on ne dispose d'aucun médicament efficace. (...) L'inquiétude des autorités sanitaires tient aux rumeurs relatives à l'existence de stocks de virus situés en dehors des deux sites officiels de conservation biologique : Atlanta aux Etats-Unis et Novossibirsk en Russie. Des cas accidentels d'infection dans des laboratoires ont montré que ce virus de la variole avait encore aujourd'hui toute sa dangerosité. Mis en culture avant d'être diffusé par voie aérienne – à partir d'un avion ou via les systèmes de climatisation-, il pourrait être d'autant plus meurtrier que les porteurs de la maladie sont contagieux pendant la période d'incubation- de 12 à 14 jours- de la maladie.* »²⁴

En octobre 2001, le bactériologiste Henri Mollaret, ex-responsable de l'Institut Pasteur et expert du Secrétariat Général de la Défense Nationale déclare que « ... rien n'est plus facile pour des terroristes que de se procurer et de faire pousser les souches pathogènes les plus meurtrières. Je connais aussi des biologistes qui, récemment encore, commercialisaient toutes sortes de souches, y compris celles de la peste.(...) Les menaces bioterroristes nous imposent de reprendre la vaccination contre la variole. (...) Nous disposons d'éléments sérieux pour penser que des souches non officielles de virus varioliques existent notamment en Israël, en Iran et Irak. (...) J'ajoute que quels que soient les stocks présents et à venir de vaccins anti-varioliques, nous n'aurions matériellement pas le temps d'agir assez vite pour protéger la population. »²⁵

Le Figaro n'est pas en reste : « *La CIA estime à ce jour que douze pays développent clandestinement un programme d'armement biologique. Vendredi dernier, les services de renseignements ont par ailleurs publié un rapport affirmant que l'Irak dispose de stocks de germes plus importants encore qu'à la veille de la guerre du Golfe. (...) Enfin, la communauté scientifique est à peu près persuadée que certaines des souches de variole conservées par la Russie après l'éradication de la maladie, en 1980, sont depuis lors passées en d'autres mains.*

-« *Ce dernier point nous inquiète tout particulièrement, car la variole, qui tue 30 à 40% des malades non vaccinés et se transmet de sujet à sujet, paraît constituer l'arme idéale pour des terroristes* », expliquent les responsables du Center for Civilian Biodefense Strategy (Baltimore, Maryland). À court terme, la seule

²⁰ *Le Monde*. 8 février 2003

²¹ *Le Daubé*. 11 janvier 2005

²² *Le Daubé*. 20 janvier 2005

²³ Idem

²⁴ *Le Monde*. 13 octobre 2001

²⁵ *Le Monde*. 16 octobre 2001

*parade à cet agent paraît être le vaccin, dont les Etats-Unis ont accéléré la production au cours des derniers mois. »*²⁶

En cet automne 2002, une épidémie d'alertes contre la menace de la variole, son possible emploi par des organisations ou des états terroristes, l'existence de souches et de stocks clandestins, notamment en Irak, balaie les médias du monde entier. Au point qu'un individu soupçonneux pourrait suspecter là les manigances occultes d'une agence de relations publiques en campagne pour les laboratoires de vaccins anti-varioliques et/ou l'invasion de l'Irak. On sait qu'un biologiste au moins, le Britannique David Kelly – pas Henri Mollaret-se suicidera, avec ou sans assistance des services secrets, lorsqu'il sera clair, deux ans plus tard, que l'Irak ne possédait plus ni stock de variole, ni armes de destruction massive, et que David Kelly avait menti sciemment, au bénéfice de l'invasion anglo-américaine de l'Irak. Quant à l'Iran, Israël, la Russie, et aux autres pays soupçonnés par la CIA, l'armée américaine n'a pas encore procédé aux perquisitions nécessaires pour trancher dans un sens ou dans l'autre. En ce moment où le gouvernement de Chirac et de De Villepin déclament jusqu'aux tribunes de l'O.N.U, leur opposition à la guerre contre l'Irak, il s'en faut de peu pour que la France n'apparaisse sur la liste des « états voyous ». Le 5 novembre 2002, le *Washington Post* rapporte que selon une enquête des services de renseignement américains, la France possède des stocks non déclarés de virus de la variole. Le lendemain, le Quai d'Orsay dément « avec la plus grande fermeté » et le ministère de la défense assure qu'« aucune entité » relevant de l'armée française ne travaille actuellement sur les souches du virus. Peut-être. Mais le laboratoire P4 de Biomérieux, à Lyon, participe de ces installations stratégiques privées qui fonctionnent en symbiose avec État et l'armée. Notamment avec le Commissariat à l'Énergie Atomique de Grenoble, à travers, par exemple, Apibio, une filiale commune dédiée aux biopuces de détection. Ce qu'ont très bien remarqué les services de renseignement américains. « *Les allégations américaines tiennent, pour beaucoup, au fait que la France dispose à Lyon d'un laboratoire de haute sécurité biologique, dans lequel on peut manipuler des agents pathogènes très dangereux pour l'homme, à l'instar du virus de la variole* », a confié au *Monde* un responsable du ministère de la santé souhaitant garder l'anonymat.²⁷

On laissera au lecteur le soin de décider si le Centre de Recherche du Service de Santé des Armées est une entité relevant de l'armée française, mais de notoriété publique, on y travaille sur la variole. La revue en ligne *Science@direct* publie en 2003 un article intitulé « *Actualités sur la vaccination antivariolique* », de Daniel Garin et J.M Crance, chercheurs au CRSSA, cosigné par trois de leurs collègues civils. On y apprend la création par une équipe australienne d'une souche génétiquement modifiée, « *particulièrement pathogène* ». Bon. La génétique c'est de la science, et la science, ça sert d'abord à faire la guerre. Quoi de neuf ? Au CRSSA, une étude sur primates a permis la validation de l'aiguille bifurquée pour l'injection de vaccins. Parfait. Les cousins primates participent à l'effort de guerre. Conclusion ? « *La prise de conscience qui a fait suite aux évènements du 11 septembre 2001 a entraîné une large mobilisation de la communauté scientifique et médicale face au risque du bioterrorisme, même si la réalité de la menace particulière de la variole reste difficile à confirmer.* » Garin et d'autres co-signataires récidivent l'année suivante dans un article consacré aux « *virus candidats à un vaccin antivariolique de troisième génération* », puis dans une étude du laboratoire de virologie du CRSSA consacrée à la « *Prophylaxie et traitement des orthopoxviroses par immunoglobulines spécifiques* »,²⁸ d'où l'on extrait cette perle de sadisme médico-militaire : « *Enfin, une expérience menée très récemment dans notre laboratoire sur des macaques, a montré que les anticorps neutralisants administrés au moment de l'inoculation intradermique massive du vaccin antivariolique entraînaient une diminution significative de l'étendue des lésions cutanées, de la fièvre et de la virémie par rapport aux animaux témoins, non traités.* »

Passons, ou plutôt ne passons pas, sur la souffrance et la tuerie animales. Mais relevons qu'il paraît difficile de travailler sur les vaccins sans travailler sur les virus. De mettre au point les meilleures parades sans connaissance des pires attaques. Et que même si l'armée nie tout préparatif d'offensive biologique, la maîtrise des différents germes, bacilles et virus, lui permet du jour au lendemain de convertir sa production de vaccins en production de poisons. Une évidence ainsi formulée par Jeremy Rifkin, un essayiste, président de la Foundation for Economic Trends . « *Il est largement reconnu que la distinction entre recherche défensive et recherche offensive est virtuellement impossible dans ce domaine. Écrivant il y a des années dans le bulletin of Atomic Scientist, Robert L. Sinsheimer, biophysicien de renom et président de l'université de Californie à Santa Cruz, observait que, à cause de la nature de ce type particulier d'expérimentation, il n'existe aucun*

²⁶ *Le Figaro*. 9 octobre 2002

²⁷ *Le Monde*. 10/11 novembre 2002

²⁸ Cf www.sciencesdirect.com

moyen de faire la différence entre des utilisations pacifiques et des utilisations militaires de toxines mortelles. »²⁹ Il n'y a du reste aucune raison de le croire.

Ce n'est qu'en 2006, plus de trente ans après sa fin prétendue, que l'on a appris l'existence d'un programme secret de guerre biologique français, entre 1921 et 1972, date de la convention d'interdiction des armes biologiques. « *Depuis lors, des recherches « défensives » se poursuivent au Centre d'Études du Bouchet.* (NDR. À Vert-le-Petit, dans l'Essonne) *Malgré les demandes répétées de Libération, le ministère de la Défense y refuse tout reportage. Comme s'il y avait encore quelque chose à cacher.* » (Libération. 22 mars 2006) On se demande d'ailleurs pourquoi des recherches « défensives » devraient se poursuivre dans un laboratoire militaire. La « *défense* » contre les agressions virales et bactériennes, fussent-elles épidémiques et artificieusement provoquées, c'est en principe la mission quotidienne de la recherche « civile ». Mais l'institution militaire est tellement sûre, à la fois de son pouvoir et de l'incrédulité de la population, qu'elle ne soigne pas même ses mensonges.

C'est le moment choisi par Alliot-Marie, alors ministre de la défense, pour venir à Grenoble « *prendre la défense de la Recherche* » comme le titre artistement *Le Daubé*. (25 mars 2006) Mais contre qui ? Et pourquoi ? Vis-à-vis de l'agrochimie, du nucléaire, des chimères génétiques et des nanotechnologies, pour ne citer que ces quelques calamités scientifico-industrielles, nous nous revendiquons volontiers « ennemis de la Recherche ». Quitte à palabrer de l'archéologie et de la microbiologie des sols. Mais on ne voit guère pourquoi, dans ces domaines comme dans les autres, « l'avancée des connaissances » ne profiterait pas d'abord à ceux qui ont les moyens de l'exploiter, et de l'aiguiller vers leurs fins propres, dont la première est l'augmentation de leur pouvoir et, entre autres conséquences, du malheur existant. L'archéologie constitue l'un des plus vicieux champs de bataille du nationalisme, dans le cadre des guerres territoriales. Et qui voudrait voir l'industrie et l'armée s'intéresser *sérieusement* à la microbiologie des sols ? *First things first*. En toute logique, rationnelle et scientifique, il conviendrait donc de cesser toute recherche, tant que la production du savoir renforcera celle du pouvoir, en tant que fraction toujours plus séparée, organisée, et toute-puissante, aux commandes d'une société asservie, et progressivement métamorphosée en mécanisme. Quant à la production d'un « autre savoir », « équitable », « doux », « collectif », « égalitaire », un savoir qui ne se retournerait ni contre ses détenteurs, ni contre une partie d'entre eux, comme le dirent les Athéniens à Paul : « - *Nous t'entendrons là-dessus une autre fois.* »

Il est assez notoire, à Grenoble et ailleurs, que depuis 2001 nous n'avons cessé d'exposer les activités du CRSSA ainsi que la fusion des recherches civiles et militaires, source de prospérité de la technopole – par exemple le contrat offrant à la Direction Générale de l'Armement, un droit de regard, d'intervention, et de préemption, dans les thèses et les études faites à Minatec.³⁰ À deux mois de la manifestation du 1^{er} juin 2006, contre l'inauguration du « *premier centre européen pour les micro et nanotechnologies* », cette critique rencontre assez d'écho dans la population et dans les labos pour provoquer l'intervention du ministre de la défense, même si cette visite est un pavé de l'ours pour ses hôtes.

Florilège du *Daubé*.

« - *Je viens à Grenoble pour rencontrer sur le terrain les hommes et les femmes de la Défense mais aussi les ingénieurs et les techniciens civils qui agissent pour la sécurité des Français. La Défense est un acteur majeur de la lutte contre le terrorisme. Au-delà de l'aspect visible du plan Vigipirate par exemple, de nombreux médecins, pharmaciens, ingénieurs, chercheurs de la Défense travaillent dans l'ombre à anticiper la progression de la menace terroriste et à y apporter les réponses les plus adaptées et les plus efficaces. Le Centre de recherche du service de santé des armées de Grenoble participe ainsi à l'amélioration de la protection médicale contre les risques des armes biologiques, chimiques et radiobiologiques. La région Rhône-Alpes et l'Isère sont à la pointe dans de nombreuses activités technologiquement innovantes. De nombreuses entreprises du pôle de compétitivité Minalogic travaillent pour l'industrie de défense au niveau de la recherche, du développement et de la production.* »

« « *Grenoble est heureux d'accueillir un ministre* » lui lançait même le député-maire (NDR. Michel Destot, CEA/PS), avec une petite poignée de main pour débiter la présentation des activités du CEA, du Léti et de Minatec. La visite aura permis de rappeler ou de révéler les relations existantes entre la Défense nationale et la recherche grenobloise. (...) »

Alliot-Marie : « *La Défense est un acteur majeur dans la recherche, elle appuie les recherches civiles et militaires qui sont de plus en plus imbriquées (...) Notre intérêt pour Minatec illustre, lui aussi, l'engagement*

²⁹ *Le Monde*. 6 octobre 2001

³⁰ Cf *Aujourd'hui le Nanomonde – Nanotechnologies, un projet de société totalitaire*, Pièces et Main d'œuvre, Éditions L'Échappée, 2008

croissant de la Défense dans la recherche et l'innovation. Et à travers Minatec et Minalogic, la Défense entend rester à l'écoute de la recherche civile. St Micro, Radiall, Soitec (NDR Entreprises high tech iséroises) ont un potentiel important pour l'équipement de nos forces et la sécurité de nos concitoyens... »³¹

Voilà qui s'appelle mettre les rangers dans le plat. Alors qu'à longueur d'année, à Technopolis, les ingénieurs, techniciens et chercheurs de « *Sauvons la Recherche* » et d' « *Indépendance de la Recherche* », soutenus par les progressistes et altermondialistes d'Attac et de la gauche citoyenne, s'efforcent de *parler d'autre chose*- leurs salaires, leurs carrières, leurs crédits-, bref, tout sauf leurs sales petits secrets, le ministre de la Recherche & Défense pulvérise à domicile, en quelques phrases, leurs mensonges, leur lâcheté, leur opportunisme. Elles ont bonne mine ces bonnes âmes, toujours promptes à s'émouvoir pour des causes délocalisées - un jour, le Venezuela, l'Irak, la veille, La Palestine, le lendemain- ou pour « la défense du service public », c'est-à-dire pour l'essentiel de l'emprise bureaucratique, sans *jamais* s'opposer aux activités du CEA, du Léti, de Minatec, de St Micro, Radiall, Soitec, ni à celles de la centaine d'entreprises du pôle de compétitivité Minalogic. Aussi « antilibéral » soit-il, le citoyen grenoblois est doté d'un dispositif de tri sélectif lui permettant d'ignorer sa banale bassesse, l'objet de son travail, de son emploi, de son salaire. À peine Alliot-Marie avait-elle refermé la bouche qu'il avait déjà oublié l'existence du CRSSA, dont la mémoire ne lui revint qu'un an plus tard, avec une alerte pour sa sécurité. L'été 2007, une épidémie de fièvre aphteuse sans doute due à une contamination du Laboratoire Meril (filiale de Merck et de Sanofi-Aventis), entraîne l'abattage de troupeaux de bovins dans le Surrey, en Angleterre. On imagine l'angoisse du citoyen grenoblois craignant à juste titre d'être abattu à son tour, en cas de contamination similaire du CRSSA. Aussi *Le Daubé* du 7 août 2007 s'empresse-t-il de le tranquilliser : « *Sécurité sanitaire : A l'heure où la fièvre aphteuse refait parler d'elle, des virus bien gardés.* »

« De ce côté-ci de la Manche, à La Tronche (agglomération grenobloise), au CRSSA (Centre de recherche du service de santé des armées) les agents à risque ont pour nom charbon, fièvre jaune, peste et quelques autres sales bêtes, quand ils sont bactéries ; westline (qui provoque des encéphalites) ou cowbox (de la famille de la variole, vaccine) et autres horreurs quand ils sont virus. Et contre le danger de fuite, le centre peut faire état d'un puissant système de sécurité. Ici virus et bactéries sont les matériaux de base du travail d'une quarantaine de scientifiques. « Nous travaillons sur des agents potentiellement militarisables », résume Éric Multon, médecin-chef des services (...) »

Ce qui en français revient à avouer que le médecin-chef Multon et ses quarante subordonnés *travaillent à militariser* ces agents, malgré le traité international de 1972, et les démentis constants du ministère de la défense. Mais sans doute n'est-ce qu'une imprécision de langage, comme celle qui consiste à nommer « ministère de la défense », ce qui est le ministère de la guerre. On laissera aux infortunés habitants de Brétigny-sur-Orge, hôtes prochains du CRSSA, le soin d'éclaircir ce point.

3-

Le lecteur se demande sans doute quel est le rapport entre l'article consacré par Isabelle Mandraud, dans *Le Monde* à la dénonciation des « *écoterroristes* », et l'annonce ce même 26 juillet 2008, dans *Le Daubé*, du déplacement du CRSSA. Entre « *Le Parfum d'Adam* », le « *récit très documenté* » de l'écrivain barbouze, Jean-Christophe Rufin, qui est aux écologistes ce que le « *Protocole des Sages de Sion* » est aux juifs, et la chronique des services de guerre biologique français.

La réponse, lecteur, se trouvait dans le *Los Angeles Times* du 2 août 2008 où l'on apprenait le suicide (?) de Bruce Ivins, un biologiste militaire américain, sur le point d'être arrêté pour sa culpabilité présumée dans les envois de lettres au charbon d'octobre 2001.

Quoi ! C'était donc lui le mystérieux terroriste ! L'insaisissable ! La cellule infiltrée d'Al-Qaïda aux Etats-Unis ! L'assassin et la menace ayant suscité des milliers d'articles, une cyclonesque campagne médiatique dans le monde entier ! Le scélérat responsable, en grande partie, de centaines de lois, de décrets et de dispositifs liberticides, tel le fameux *Patriot Act* ; car il était l'incarnation de l'ennemi intérieur, tapi au cœur du pays. L'homme qui, autant que Bush et sa clique d'ultras, a contribué à la militarisation techno-législative de nos sociétés depuis 2001. L'énormité de ses forfaits et des nouvelles, simultanées, de sa découverte et de sa mort, n'a d'égale que l'infinité de la réaction médiatique.

Selon le *L.A Times*, Ivins avait un intérêt direct à la commission du crime. « *En tant que co-inventeur d'un nouveau vaccin contre le charbon, Ivins faisait partie de ceux qui devaient recevoir les royalties du brevet si le produit avait été mis sur le marché, suivant un responsable familial de l'affaire. Le produit avait languï sur*

³¹ *Le Daubé*. 25 mars 2006

les étagères des laboratoires jusqu'aux attaques du 11 septembre et les courriers au charbon, après quoi les officiels fédéraux se ruèrent vers les piles de vaccins et d'antidotes contre le potentiel terrorisme biologique. »

À noter que si tel était le seul et unique mobile de Bruce Ivins, il vaut la peine de s'interroger sur l'éventuelle complicité de ses co-inventeurs et bénéficiaires, mais l'on ne veut pas s'immiscer dans cette brillante enquête de sept ans du FBI.

Le Figaro et Le Monde qui, parmi tant d'autres, nous ont tant rabâché les dangers du bioterrorisme, cette « bombe atomique du pauvre », depuis 2001, et tant martelé la nécessité de s'en prémunir, n'importe les coûts financiers et les contraintes sécuritaires, restent d'une discrétion de bon aloi devant la découverte et la mort de leur bête noire. Pillant le *L.A Times*, *Le Figaro* note que : « Parmi la trentaine de spécialistes dans le collimateur des enquêteurs, Ivins était considéré dans les milieux de la défense comme l'un des plus grands microbiologistes du pays. Il est l'auteur de nombreuses études sur la maladie du charbon, dont l'une, portant sur le traitement de l'inhalation d'anthrax, publiée dans l'édition du 7 juillet dernier de la revue spécialisée Antimicrobial Agents and Chemotherapy. En 2003, il avait partagé, avec deux de ses collègues de l'U.S Army Medical Research Institute of Infectious Diseases, à Fort Detrick, la plus haute distinction offerte à des employés civils du ministère de la Défense, pour sa contribution à l'élimination de problèmes techniques dans la fabrication du vaccin contre l'anthrax. (...) L'affaire Ivins semble écartier définitivement Al-Qaïda. »³²

Relisez bien cette courte, plate, et dernière phrase du *Figaro*. Al-Qaïda, « le bioterrorisme islamique », les attentats à « l'anthrax », c'était Bruce Ivins, chercheur au laboratoire militaire de Fort Detrick.

Plus circonspect, *Le Monde* (3/4 août 2008) cite Alan Pearson, le spécialiste des armes chimiques et biologiques au Center for Arms Control and non-prolifération, qui demande la poursuite de l'enquête. « *Le peuple américain a droit à des explications* », a-t-il estimé, surtout s'il se confirme que « la seule attaque bioterroriste significative de l'histoire a trouvé sa source au cœur même du programme de défense de notre pays. » En l'absence de preuves et de motivations, le FBI aura du mal à convaincre que l'affaire mérite d'être classée. » Elle l'est pourtant deux jours plus tard par le procureur fédéral du district de Columbia, au cours d'une conférence de presse, et par Joseph Persichini, responsable d'enquête au FBI. « *Au terme d'une enquête méticuleuse, nous sommes arrivés à la conclusion que le Dr Bruce E. Ivins est responsable de la mort, de la maladie et de la peur causées dans notre pays par les envois de lettres empoisonnées à l'anthrax en 2001 et qu'au vu des preuves, il a agi seul.* » *Le Monde*, cette fois, se borne à reproduire une dépêche AFP. (9 août 2008)

Cependant les avocats de Bruce Ivins dénoncent les conclusions du département de la Justice. « *Le gouvernement veut faire croire au peuple américain qu'après sept ans d'enquête et 15 millions de dollars des contribuables, il a trouvé le responsable des attaques haineuses de l'automne 2001. Rien n'est plus faux* », estime l'un des avocats du suspect disparu, Paul Kemp. » (id) Ce qu'un rapport de l'Académie des sciences – française- confirme sèchement. « *Le produit utilisé sur la côte Est était américain, de même que la souche de bacillus anthracis employée pour l'attaque. Le dernier suspect, le Dr Bruce Ivins, un chercheur travaillant à Fort Detrick, s'est suicidé en juillet 2008. À ce jour, les auteurs (NDR, des attaques) n'ont pas été identifiés.* »³³

Mais si Ivins n'est pas le coupable, ou du moins, pas le seul, qui est-ce donc ? Pour qui et pourquoi est-il mort ? Il faut, pour s'en faire une idée, repasser le cycle de ces sept années de broyage, achevées ces jours-ci par la mort politique de Bush, quatre mois après la mort physique d'Ivins. Et même s'il ne s'agit que d'une coïncidence, celle-ci tombe trop bien pour qu'on néglige le sens qu'elle peut offrir.

Bon père, bon époux, bon paroissien, bon scientifique et patriote, Bruce Ivins aura poussé la vertu jusqu'à se tuer en plein été, le 29 juillet dernier. Il n'aurait pu mieux faire pour réduire une attention médiatique déjà à son étiage, à moins de travestir ce suicide allégué en accident. Mais il est inouï qu'un biologiste absorbe par erreur une dose massive de codéine et d'acétaminophène, et pourquoi diable l'aurait-on empoisonné ? Ce ne sont pas des choses qui se font dans le monde secret défense des laboratoires militaires. En témoigne l'opportune mort de David Kelly, expert en guerre biologique au ministère de la défense britannique, le 17 juillet 2003, après que ses supérieurs l'aient désigné comme le coupable des bobards sur « les armes de destruction massives », qui servirent de prétexte à l'invasion de l'Irak. Dans le langage des militaires britanniques qui ont inventé, développé, élaboré ce genre de manœuvre, à un degré d'importance, de complexité et d'extrémité, généralement ignoré, on nomme cela une « psyop », pour « opération psychologique ». Ces biologistes militaires montrent décidément une certaine tendance au suicide en pleine

³² *Le Figaro*. 2/3 août 2008

³³ *Les Menaces biologiques. Biosécurité et responsabilité des scientifiques*. Henri Korn, Patrick Berche, Patrice Binder. Académie des sciences. PUF. Octobre 2008

torpeur estivale. Bouc émissaire de son gouvernement, David Kelly fut retrouvé mort dans les bois, le poignet gauche tranché et le corps bourré de coproxamol, un anti-douleur, ce qui nous prive de détails sur son faux rapport : qui l'avait commandé ? Qui connaissait sa fausseté ? Pour qui David Kelly a-t-il porté le chapeau ? Autant de questions qui n'ont pas passionné les limiers de la presse d'investigation, trop occupés à traquer les séides d'Al-Qaïda. Bah, la première victime d'une guerre, suivant la scie de ce bon vieux Kypling, c'est la vérité. Pourquoi Bruce Ivins ne se serait-il pas suicidé puisque le médecin légiste en chef du Maryland en a ainsi décidé, et que le FBI était sur le point de l'arrêter ?

Oubliez septembre 2001, l'attentat à grand spectacle, plus grand, plus spectaculaire que prévu, sans doute. Louche coproduction des trop nombreuses erreurs et négligences des services secrets américains, et de la sanguinaire détermination de l'entité connue sous le nom d'Al-Qaïda, imbriqués jusque dans leurs personnels, leurs bourdes et leurs quiproquos, avec une poignée de suicidaires utiles en vedettes américaines. L'attentat du 11 septembre qui écrase et cache les attentats larvaires du 18 septembre et du 9 octobre, avec leurs cinq pauvres morts. C'est octobre l'important, c'est l'affaire du charbon qui nous en dit le plus long, le plus sûr, qui valide et ratifie en quelque sorte, pour les médias et la foule, les attaques aux bombes volantes du mois précédent.

Rappelez-vous. Le 5 octobre, Kouchner, ministre de la santé, rend public le plan Biotox, jusqu'alors classé « confidentiel défense » de lutte contre le bioterrorisme. Prévention, surveillance, alerte, dans le cadre de « *Vigipirate renforcé* ». Organisation militaire par zone de défense. « *Le drame de New York a démontré la nécessité de disposer de fortes capacités d'intervention en réanimation, a souligné Mr Kouchner.* »³⁴ Les ministères de la défense et de l'intérieur publient un chiffre jusque-là secret : La France dispose d'un stock de cinq millions de doses de vaccin antivariolique et deux millions de doses supplémentaires pourraient être fabriquées « *dans les prochains mois.* »³⁵ Dans une tribune libre sur le terrorisme biogénétique, curieusement divinatoire ou bien informée, Jeremy Rifkin rappelle qu'« *Aucun laboratoire, même si les conditions de sécurité y sont draconiennes, n'est à l'abri d'une défaillance.* »³⁶ *L'Usine Nouvelle*, magazine industriel, annonce la mobilisation des chercheurs. « *Les crédits accordés à la biodéfense ne cessent de croître. Détection, protection, diagnostic, traitement... Autant de créneaux sur lesquels se sont déjà positionnées quelques sociétés de biotechnologies.* »³⁷ Suivent quelques informations sur les juteux contrats de la Direction Générale à l'Armement (DGA), échus à Thalès Industrial Services, à Proteus, à Bertin Technologies, à Biospace, etc. Les empoisonneurs industriels, Bayer, Aventis-Pharma, brassent de l'or. « *Pour faire face à l'afflux des demandes, notamment américaine, britannique et française, Bayer a augmenté sa production mondiale de Cipro et embauché 600 personnes.* » En France, nous faisons tourner la chaîne de production vingt-quatre heures sur vingt-quatre » explique Jean-Philippe Million, président de Bayer Pharma France. Le président d'Aventis Pharma, qui dispose dans l'Hexagone de la plus grande plate-forme industrielle du groupe, dit « *pouvoir fabriquer les quantités demandées, voire plus, sans mettre en péril les productions d'autres médicaments.* » La protection des usines, dont les localisations sont gardées secrètes, a été renforcée. »³⁸

La presse et les autorités entretiennent la panique tout l'automne. En novembre, *Sciences et Avenir* nous informe de « *Ce qu'il faut savoir* » sur le « *terrorisme biologique* ». Un Martin Zizi, professeur de neurophysiologie et responsable scientifique de l'état-major du Service médical belge « *doit nous dire en toute honnêteté que des armes existent et que les menaces sont réelles !* » « *Ce qui me fait peur*, ajoute le zigoto, *c'est qu'il y a des marchés parallèles non contrôlés. Si une agression se produit à grande échelle, c'est une vraie catastrophe. C'est presque une guerre thermonucléaire.* » En décembre, « *le dossier du bioterrorisme* » dans *La Recherche* « *imagine volontiers, par exemple, que l'Irak ait pu fournir à Ben Laden, voire à des extrémistes américains, l'anthrax chimiquement traité qui a été utilisé dans certains des envois postaux perpétrés aux Etats-Unis en octobre 2001.* » En effet, pure imagination, comme on l'a vu, d'Olivier Postel-Vinay, l'auteur de ce « dossier ».

Curieusement, à l'appui de leurs craintes et mises en garde, ces articles n'ont à peu près que des exemples de programmes militaires et de crimes d'État à fournir, tout en soutenant que le danger réside dans « les groupes terroristes » et les « marchés parallèles ».

³⁴ *Le Monde*. 6 octobre 2001

³⁵ *Idem*

³⁶ *Idem*

³⁷ Octobre 2001

³⁸ *Le Monde*. 28/29 octobre 2001

Sur le marché non parallèle de l'édition, Fayard publie « *Germes, les armes biologiques et la nouvelle guerre secrète* » de Judith Miller et alii. Robert Laffont vend « *La Menace. Bioterrorisme : la guerre à venir* », de Dominique Leglu, docteur en physique nucléaire et ex-chef du service « Science » de *Libération*. « *Dominique Leglu brosse le tableau inquiétant d'une menace dont tous s'accordent à souligner la gravité... Car, comme le disent souvent les experts : « Ne vous demandez pas si des actes bioterroristes vont avoir lieu, mais quand... »*³⁹ »

Chacun a été frappé par le caractère hollywoodien des attentats du 11 septembre, dont le scénario avait été décrit depuis des années, dans une multitude de livres et de films. Les terroristes étaient des enfants d'Hollywood. On peut y voir d'une part un effet de la mauvaise conscience américaine, la hantise d'avoir à expier de manière catastrophique deux siècles de crimes domestiques et internationaux ; la nécessité d'évoquer sans cesse la figure de l'ennemi démoniaque afin de souder la communauté nationale, et de justifier les frappes et guerres préventives ; et d'autre part, une injonction/suggestion à cet ennemi, via l'appareil de propagande et d'hypnose, de répondre aux attentes placées en lui, par la commission des actes auxquels il a été conditionné. C'est ce que l'on nomme une « prophétie auto-réalisatrice ». On a vu cela sur toutes les scènes de music-hall, et dans le vaudou avec les zombies. Aussi quand les experts et leurs attachés de presse vous disent : « *Ne vous demandez pas si des actes bioterroristes vont avoir lieu, mais quand...* » Croyez-les d'autant plus qu'ils en ont déjà commis eux-mêmes, et les États qu'ils servent.

L'argument de tous ces livres, dossiers, *Que Sais-Je ?*, copiés les uns sur les autres brasse les mêmes ingrédients. La guerre biologique existait dès l'Antiquité et le Moyen-Âge, mais « *le premier cas avéré d'utilisation d'armes biologiques à des fins militaires date cependant de 1763* », avec la distribution par l'armée anglaise de couvertures contaminées de variole aux populations indiennes de la vallée de l'Ohio. Sir Jeffrey Amherst, commandant en chef, à l'un de ses subordonnés : « *Vous tenterez certes de contaminer les Indiens à l'aide de ces couvertures, mais n'hésitez pas à user de n'importe quelles méthodes susceptibles de nous débarrasser de cette race exécrationnelle.* »⁴⁰

En Chine, dans les années trente, les Japonais de l'Unité 731 exterminent 3000 prisonniers dans leurs expérimentations avant de lancer douze attaques entre 1939 et 1942 contre les villes chinoises, à l'aide de *Bacillus anthracis*, *Yersinia pestis* et de *Vibrio cholerae*, disséminés par avions et lâchers de mouches. On ignore le nombre des victimes, sauf lors de l'attaque de Changteh, en 1941, qui fit 10 000 morts dont 1700 parmi les soldats japonais touchés par leurs propres poisons.⁴¹ Après guerre, l'administration américaine accorda l'immunité à Shiro Ishii, le chef de l'Unité 731, ainsi qu'à plusieurs de ses subordonnés. En échange, ils déchiffrèrent pour leurs collègues américains, les procès-verbaux de leurs expériences.⁴²

Il faut en conclure, suivant le docteur Jouan, qu'on se trouve ici, soit devant un cas de bioterrorisme de masse, soit que les chefs de l'armée nipponne et ceux de l'Unité 731, n'étaient pas des êtres humains. On peut aussi décider de n'accorder aucune autre valeur aux propos du docteur Jouan, que celle de mensonges militaires et officiels, et uniquement intéressants à ce titre.

Dans les années quarante, le Royaume-Uni produit 5 millions de paquets imprégnés de bacilles du charbon, à larguer au-dessus de l'Allemagne. Crime inaccompli. En revanche, l'île de Guinard, au large de l'Écosse, restera quarante ans contaminée par des essais de bombes biologiques.

Aux Etats-Unis, en 1942, Roosevelt confie à George W. Merck, président d'une société pharmaceutique, la responsabilité d'un programme de recherche sur les armes biologiques. « *Sans même en informer les populations civiles cibles, les autorités cautionnèrent de 1949 à 1968 des essais d'épandage d'aérosols contenant des « simulants », des microbes réputés non pathogènes.* »⁴³ Bilan, non moins de 100 épidémies entre 1949 et 1968, suivant le Center for Control Disease d'Atlanta. « *Plus récemment, en 1997, on a répertorié trois incidents suspects impliquant du gaz sur le sol américain – à Baltimore, à Washington et dans un aéroport de la capitale fédérale.* »⁴⁴

En ex-URSS, la recherche sur les armes biologiques a entraîné également la mort de biologistes et celles d'innocents, « *notamment lors d'une épidémie de 9 cas de variole dont 3 morts en 1971 à Aralsk, des cas de peste chez des pêcheurs de la mer d'Aral et du fameux accident de Sverdlosk, en Russie. Entre le 4 avril et le 18 mai 1979, 96 patients vivant dans un rayon de 2 à 4 km autour d'une usine d'armements furent frappés avec une mortalité très élevée estimée à 66% (64 décès). Les patients présentaient le plus souvent une forme*

³⁹ Quatrième de couverture

⁴⁰ *Les Armes biologiques*. P. Binder, O. Lepick. Que Sais-Je ? PUF, 2001

⁴¹ Idem

⁴² Cf. *Germes*. Opus cité

⁴³ *Les menaces biologiques*. Opus cité

⁴⁴ *Le Monde* 2. 7 janvier 2006

pulmonaire grave de maladie du charbon (...) »⁴⁵ Chiffre ridiculement faible et probablement sous-estimé, comme celui des victimes de Tchernobyl. Le vent ayant soufflé les bacilles dans un rayon de 50 km, cependant que les autorités vaccinaient près de 60 000 victimes potentielles.

Donc, partout dans le monde, des laboratoires plus ou moins clandestins oeuvrent à la mise au point d'« armes spéciales » - nucléaires, bactériologiques et chimiques, NBC, pour les anciennes, GNR, génétiques, nanotechnologiques et robotiques, pour les récentes- en violation plus ou moins, de traités plus ou moins contraignants et ratifiés. On voit que cela laisse des latitudes. Le cas le plus célèbre étant celui du programme « Biopreparat » en URSS, qui employait 65 000 personnes sur 40 sites différents, à la production industrielle et secrète, du charbon, de la variole, de la peste, des fièvres hémorragiques ; programme révélé par le biologiste criminel Kanatjan Alibekov, passé en 1992 aux Etats-Unis avec ses collègues Vladimir Pasechnik et Serguei Popov, comme Werner von Braun et Shiro Ishii, en 1945. Alibekov y a publié « *La Guerre des germes* » sous le nom de Ken Alibek.⁴⁶ Ce livre révèle une telle perversité chez les chercheurs militaires, une telle abomination, acharnée et froide, liée à la compétence requise, qu'on ne peut le lire sans un submergeant sentiment d'effroi, de deuil et de renoncement. Si vraiment ces individus sont capables d'un pareil sadisme, et que l'on fasse partie de la même espèce, alors, à quoi bon... Non seulement la victoire est impossible, mais elle n'est pas souhaitable. Il n'y a rien à sauver. La simple lecture d'un Alibek est infectieuse. On s'étonne de le savoir encore vivant. Ce n'est pas un semblable, un humain, ni même un animal pour lequel on peut sentir de la compassion et de la fraternité, mais une créature répulsive et mythologique, un agent du Mal à l'état pur - aussi pur que ses concentrations de peste ou de variole- que l'on voudrait écraser telle une punaise, n'en déplaise aux non-violents et aux anti-spécistes, effacer du domaine des possibles. Il serait très difficile de sentir la moindre culpabilité après avoir supprimé un Ken Alibek, et c'est aussi pourquoi il paraît invincible : il fait de nous ses semblables.

La France, on l'a vu, a dissimulé de 1921 à 1972 – au moins- son propre programme de guerre biologique, avec des recherches sur la peste, le charbon, la toxine botulique, la ricine, des expériences *in vivo*, dans le métro de Paris, des études dans des laboratoires vétérinaires, etc.⁴⁷ De quoi choquer la conscience morale du docteur Jouan, promu expert de l'ONU pour le désarmement de l'Irak, c'est-à-dire expert en désarmement d'armes inexistantes, comme l'ont démontré le rapport de la Commission spéciales des Nations Unies en 2002⁴⁸, et le suicide (hum) de David Kelly. Rassurez-vous, le docteur Jouan ne s'est pas suicidé. Il a été également promu conseiller technique pour la lutte contre le risque biologique auprès du directeur central du service de santé des armées : Monsieur Guerre biologique.

« À partir de 1966, les études militaires de détection et de protection sont les seules à subsister. Elles-mêmes s'arrêteront dans les années 1970 : la responsabilité de la conduite des études a été transférée à l'autorité civile en application de la loi n° 72-467 du 9 juin 1972 « interdisant la mise au point, la fabrication, la détention, le stockage, l'acquisition et la cession d'armes biologiques ou à base de toxines. » (...) Il faudra attendre le début des années 1980 pour que l'autorité militaire prenne conscience de sa vulnérabilité réelle face à la montée de ces menaces. Progressivement la Délégation générale pour l'armement (DGA) au Centre d'étude, du Bouchet et le Service de santé des armées à Lyon puis à Grenoble-La Tronche reprennent des études, d'une part sur la détection et la protection, et, d'autre part, sur la prévention et les contre-mesures médicales. (...) La défense contre les armes biologiques et le bioterrorisme devient une priorité des programmes de recherche et de développement à la fin des années 1990, priorité confortée après 2001. Aujourd'hui (...) Ces programmes sont menés en étroite concertation avec les programmes de défense civile, le concept de « défense globale » étant celui qui prévaut sur le sujet. Le Secrétariat général à la défense nationale (SGDN) joue à cet égard un rôle de coordinateur-facilitateur pour la cohérence de ces programmes auxquels participent de grands organismes de recherche civils, notamment le CEA, l'INSERM, l'Institut Pasteur, et des établissements militaires de la DGA qui gère les financements militaires dédiés, ainsi que le Service de santé des armées. »⁴⁹

Ce que ces lignes de l'autorité scientifique disent en clair, c'est que, par la grâce du concept de « *défense globale* », le bioterrorisme devient une « menace » parmi d'autres « menaces », de terrorisme (explosif, chimique, nucléaire), de catastrophe technologique (Seveso, Bhopal, Tchernobyl, AZF) ou naturelle (épidémie, inondation, tempête, incendie). Le terrorisme, bio, chimique ou autre, devient une catastrophe, et la

⁴⁵ *Les Menaces biologiques*. Opus cité

⁴⁶ Presses de la Cité. 1999

⁴⁷ Cf. *Libération*. 22 mars 2006

⁴⁸ Cf. *Les Menaces biologiques*. Opus cité

⁴⁹ *Les Menaces biologiques*. Opus cité

catastrophe, technologique ou naturelle, sinon du terrorisme, du moins un *ennemi*, une *menace*. Et donc les organismes civils, le CEA (dont on ignore la Direction des Affaires Militaires), l'Inserm, l'Institut Pasteur, sont mobilisés dans la « *défense contre les armes biologiques* », de même que l'armée se mobilise contre les catastrophes (logistique, maintien de l'ordre, secours). Ainsi l'on efface la distinction, la « dualité » entre civil et militaire, ce qui est une hypocrisie de moins, d'autant que cette « *défense globale* » s'effectue sous la « *coordination* » du Secrétariat général de la défense nationale, c'est-à-dire du bureau militaire de l'Élysée. En cas de « *pandémie massive à forte létalité* », par exemple, « *Les armées assureront notamment des fonctions d'état-major, des missions de protection de sites et de transports sensibles ainsi qu'un appui logistique aux intervenants civils et à la population. Le service de santé des armées sera engagé et apportera son expertise dans le domaine médical, ses capacités d'analyse biologique et son personnel soignant.* »⁵⁰ Bref, c'est l'état de siège – article 36 de la constitution- par un autre nom.

Pour les malcomprenants, Sarkozy précise en préface au *Livre blanc sur la Défense et sécurité nationale* : « *De ce travail émerge un nouveau concept ; celui d'une stratégie de sécurité nationale qui associe, sans les confondre, la politique de défense, la politique de sécurité intérieure, la politique étrangère et la politique économique.* »⁵¹ Le concept de « sécurité nationale » est tout sauf neuf, même si les stratégies français prétendent lui donner un contenu nouveau. Il date des réflexions des dirigeants américains, à l'orée de la « guerre froide », et d'un discours de Harry Truman, le 11 mars 1947. Des années cinquante aux années soixante-dix, la doctrine de « sécurité nationale » a servi de prétexte aux interventions des Etats-Unis et aux dictatures militaires vassales, du Guatemala au cône sud, en Grèce, autant qu'au Brésil ou en Indonésie.⁵² « *La stratégie de sécurité nationale* », nous dit le *Livre Blanc*, « *a pour objectif de parer aux risques ou aux menaces susceptibles de porter atteinte à la vie de la nation.* » Posé en termes de vie ou de mort, l'objectif ne peut qu'entraîner l'adoption d'une variante plus ou moins prononcée des pleins pouvoirs. L'agrégation de la « *défense globale* » et de la « *Sécurité nationale* », c'est la mobilisation d'organismes civils sous direction militaire, au motif d'optimiser la défense face aux « nouvelles menaces », aux « nouveaux risques », « émergents ». C'est que « *la récurrence d'événements majeurs et de gravité croissante s'est confirmée ces dernières années, en raison notamment de la densification de la population dans des zones à risques. La conjonction d'un accident technologique majeur et d'une catastrophe naturelle devient plus probable. Enfin, la menace d'attentats visant des installations sensibles accroît encore le risque.* »⁵³ Tous les aspects parcellaires de la politique – scientifique, économique, sanitaire, écologique, etc. – sont enfin réunifiés officiellement, sous la direction et la détermination unitaire du militaire. Aussi bien, nombre de catastrophes « naturelles » résultent de la guerre au Vivant menée par la société industrielle, comme nombre de catastrophes technologiques résultent de guerres intestines à cette même société industrielle, c'est donc la vérité de cette société qui revient avec cette militarisation générale, à la croisée de l'évidence et du subreptice.

L'effet des lettres au charbon de l'automne 2001 ne se borne pas à une vague de panique, ni au triomphe de *best-sellers* pharmaceutiques et journalistiques. Partout, scientifiques et militaires – ce sont souvent les mêmes- soutenus par les médias et les décideurs politiques, réclament à cor et à cris qu'« *on prépare la lutte contre le bioterrorisme.* »⁵⁴ *Libération* avertit : « *La France n'est pas prête. Le ministère de la santé admet des retards. « Nous finalisons un maillage du territoire avec des pôles de référence qui pourraient correspondre au découpage des régions militaires. » » (27 septembre 2001) Crédits, embauches, recherches, équipements, production et achats de vaccins et d'antibiotiques, plans d'alerte (Biotox, Piratox), exercices, surveillance des laboratoires, des hôpitaux, des usines, des réservoirs, et par contagion, de tous les sites et personnes qualifiés de « sensibles » - un mot dont l'emploi mériterait une réjouissante analyse sémantique- ; c'est-à-dire assez vite, de tous et partout. Ce sont les missives au charbon, *révélatrices de l'ennemi intérieur*, qui tel le proverbial trop-plein, déclenchent le basculement dans État d'exception. Le laboratoire P4 de Lyon, suivant le principe de « *la Lettre volée* » est mis en évidence pour mieux gommer sa nature « duale ». « *Plus de cinq cents points sont contrôlés en permanence par un « Big Brother » électronique (...) bien des scénarios ont été passés en revue, du tir de bazooka auquel la structure peut résister jusqu'à l'irruption d'un commando. Dans ce dernier cas, un dispositif tenu secret est activé.* »⁵⁵ Cependant « *une polémique oppose**

⁵⁰ *Défense et Sécurité Nationale. Le Livre blanc.* Odile Jacob & La Documentation Française. Juin 2008

⁵¹ *Idem*

⁵² Cf *Terreur et Possession. Enquête sur la police des populations à l'ère technologique.* Pièces et Main d'œuvre. Échappée. 2008

⁵³ *Défense et Sécurité nationale.* Opus cité.

⁵⁴ *Le Monde.* 28/29 octobre 2001

⁵⁵ *Le Monde.* 24 octobre 2001

les spécialistes européens et américains sur la sécurité des laboratoires. »⁵⁶ Le Dr Jean Swings, directeur du laboratoire de microbiologie de Gand, qui abrite l'une des plus grandes collections d'agents pathogènes au monde, doit affronter les reproches des scientifiques et journalistes américains qui l'accusent de laxisme dans la garde de ses banques de microbes, virus et bactéries, exposées aux pillages des terroristes. Mais, fait-il remarquer, le poison répandu aux Etats-Unis viendrait bel et bien d'un laboratoire américain, celui d'Ames en Iowa.

Ici, une erreur d'homonymie. La souche de charbon employée par le(s) terroriste(s) provient en fait d'Ames, une vache texane morte en 1981, et non pas du laboratoire d'Ames, Iowa. Cette souche, isolée à l'Université du Texas, fut envoyée, vu sa splendide virulence, au laboratoire militaire de Fort Detrick (Maryland), avant de circuler dans une vingtaine d'autres arsenaux biologiques, dont celui de Porton Down, au Royaume-Uni. C'est-à-dire que pendant vingt ans, des tueurs État, en blouses blanches et combinaisons isolantes, se sont acharnés à rendre la souche Ames plus volatile et meurtrière. Dès la fin octobre, les autorités américaines savent que le charbon employé vient de leurs propres laboratoires, et vraisemblablement de Fort Detrick.

« Barbara Hatch Rosenberg, en particulier, qui dirige le groupe de travail sur les armes biologiques de la Fédération des scientifiques américains (FAS), a vertement apostrophé les officiels en février 2002, sur le thème « Le FBI traîne-t-il les pieds ? »⁵⁷ Et d'ajouter : « Voilà trois mois que le FBI sait qu'il s'agit d'un Américain » (donc, depuis le mois de novembre) et que cette personne a « un rapport évident avec le programme américain de biodéfense ». Une grande partie de l'argumentation de Rosenberg repose sur le fait qu'outre les lettres piégées, d'autres lettres sans anthrax, rédigées avec la même écriture, ont été expédiées avant que la crise ne donne naissance à des canulars sans rapport avec la « vraie » affaire de l'anthrax... (...) La scientifique fait également remarquer qu'« une lettre anonyme accusant de complot terroriste un scientifique de l'Institut de recherches sur les maladies infectieuses de l'armée américaine (USAMRIID) a été envoyée à la police avant que la moindre lettre à l'anthrax ou le moindre cas ait été signalé ». Cette dénonciation visait un scientifique d'origine égyptienne qui avait travaillé jusqu'en 1997 à Fort Detrick (...) »⁵⁸

De quoi choquer derechef le docteur Jouan qui, lors de ce « café Sciences et Guerre » déjà mentionné, niait non seulement toute recherche française en matière d'offensive biologique, mais doutait que le complexe russe « Biopreparat » eut travaillé au renforcement génétique du charbon. « Alain Jouan, dit le compte-rendu, reste sceptique sur le fait de vouloir améliorer une arme qui est déjà suffisamment destructrice dans sa forme naturelle. »

À l'été 2002, de plus en plus de voix s'élèvent aux Etats-Unis pour accuser le FBI de freiner l'enquête sur les lettres piégées au charbon. Outre Barbara Rosenberg, scientifique et ancienne collaboratrice de la Maison Blanche, Tom Daschle, leader de la majorité démocrate au Sénat, lui-même victime d'une de ces lettres, Barbara Boxer, sénatrice démocrate de Californie, Jonathan Tucker, expert en bioterrorisme au Monterey Institute for International Affairs, *Newsweek*, le *New York Times*, répètent que le charbon utilisé vient d'un laboratoire américain. Vraisemblablement de l'US Army Medical Research Institute of Infectious Disease, à Fort Detrick. C'est-à-dire le CRSSA local, mais équipé d'un laboratoire « P4 », pour « pathogenèse 4 », comme le terrifiant laboratoire de Lyon, dont il n'existe que sept exemplaires au monde. Barbara Rosenberg livre même un profil plausible du coupable, un individu « en colère contre une agence de biodéfense et qui est désireux de démontrer ses possibilités, d'une façon spectaculaire, ainsi que l'incapacité du gouvernement à y répondre. »⁵⁹ Bref, un pompier pyromane répondant à l'adage classique « à qui profite le crime ? » Un pompier en colère contre les pouvoirs publics jugés incapables de faire face à l'incendie ; un pompier qui voudrait plus de camions, plus de Canadiens, plus de pompiers, plus d'argent pour les pompiers. Combien de pompiers dans les laboratoires militaires américains ? « Deux cents personnes environ auraient contribué aux travaux de biodéfense sur le bacille du charbon aux Etats-Unis depuis cinq ans. »⁶⁰

Quelquefois, ne serait-ce que pour faire la part du feu, le journal officiel lui-même, lâche de terribles informations sur l'état du monde. Le 25 juin 2002, le FBI fait savoir qu'il a perquisitionné l'appartement de Steven Hatfill, chercheur à Fort Detrick.

⁵⁶ *Le Monde*. 16 novembre 2001

⁵⁷ Cf. <http://www.fas.org/bwc/news/anthraxreport.htm>

⁵⁸ *La Menace. Bioterrorisme : la guerre à venir*. D. Leglu. R. Laffont 2002

⁵⁹ D. Leglu. *La Menace*. Opus cité

⁶⁰ *Idem*

Le Monde, 4 juillet 2002. « Pour quelle raison a-t-il rendu publique cette perquisition ? L'une des explications possibles est que la police fédérale, accusée d'inaction, ait voulu calmer ses détracteurs. Une autre est qu'elle cherche à détourner l'attention en paraissant s'intéresser à Mr Hatfill, alors que ses soupçons portent sur quelqu'un d'autre.

Le cas de ce spécialiste des armes bactériologiques a pourtant de quoi retenir l'attention. Né en 1953 dans le Missouri, Mr Hatfill a fait des études de biologie dans le Kansas, puis il est entré, en 1975, dans un institut dépendant de l'armée à Fort Bragg, en Caroline du Nord. Selon *The American Prospect*, un magazine Internet de gauche, il a appartenu, à la même époque, au *Special Air Service*, un des groupes chargés, au sein des forces armées de Rhodésie – devenue le Zimbabwe- des opérations spéciales contre les mouvements de guérilla qui luttaient alors contre le régime de Ian Smith.

Ce qui est sûr, c'est que Steven Hatfill a suivi les cours d'une école de médecine de ce pays, l'école Godfrey Huggins, qui le fait figurer parmi ses lauréats pour l'année 1983. Le quotidien sud-africain *Daily Dispatch* rapporte, dans son édition du 1^{er} juillet, que Mr Hatfill a continué ses études à l'école de médecine de l'université de Stellenbosch en Afrique du Sud, et qu'il s'est lié avec Eugène Terreblanche, le chef d'une organisation paramilitaire néonazie.

Mr. Hatfill a-t-il été mêlé aux opérations qui ont abouti à déclencher en Rhodésie, en 1978-1980, une épidémie de charbon, qui a atteint plusieurs milliers de paysans africains et en a tué près de deux cents ? Rien ne l'assure, mais il est établi que les régimes sud-africain et rhodésien s'étaient procuré des armes chimiques et bactériologiques et qu'ils en ont fait usage au moins une fois.

Compte tenu de son engagement dans l'armée américaine, quel était le statut de Mr. Hatfill durant les quinze années qu'il a passées en Rhodésie et en Afrique du Sud ? Un lien existe-t-il entre les forces armées des Etats-Unis, ou la CIA, ou des éléments qui auraient échappé à leur contrôle, et les unités spéciales qui, en Afrique australe, combattaient des mouvements de libération en partie soutenus par l'Union soviétique ?

À son retour aux Etats-Unis, en 1995, Mr. Hatfill est devenu chercheur au *National Institute of Health*, un organisme gouvernemental situé dans la banlieue de Washington. Il y a manifesté son impatience de travailler sur les armes biologiques, souhait exaucé quand il a rejoint, en 1997, l'unité de Fort Detrick. Il n'y est resté que deux ans, pendant lesquels il s'est signalé par des déclarations, dans la presse, apparemment destinées à sensibiliser le public au risque du bioterrorisme. »

En août 1997, Hatfill explique dans le *Washington Times*, quels sont les quatre niveaux possibles d'une attaque biologique. « Le premier ? un canular pour faire peur. Le deuxième consistait à tirer la sonnette d'alarme en répandant la bactérie, mais dans des conditions telles qu'elle n'infectait qu'un nombre limité d'individus. Le troisième visait à contaminer un grand nombre de personnes en mettant, par exemple, de l'anthrax dans le système de ventilation d'une salle de spectacle. La dernière étape consistait à créer une épidémie virale impossible à arrêter.

En janvier 1998, le docteur Hatfill accorde une interview au magazine *Insight*. On le voit sur la photo accompagnant l'entretien, posant dans sa cuisine déguisé en terroriste biologique, vêtu de sacs-poubelle, portant gants et masque à gaz, en train de préparer... le virus de la peste bubonique ! »⁶¹

« En 1999, il a rejoint une entreprise privée, la *Scientific Applications International Corporation (SAIC)*, fournisseur du ministère de la défense dans le domaine de la protection contre les armes biologiques. À ce titre, il a conservé une accréditation lui permettant d'entrer dans certains bâtiments militaires, jusqu'au moment où elle lui a été retirée, en août 2001.

Officiellement, pour le FBI, Mr. Hatfill n'est qu'une « personne intéressante ». Il l'est à plusieurs titres, dont celui-ci : dans la capitale de la Rhodésie, Salisbury (aujourd'hui Harare), il habitait le quartier de l'université, appelé Greendale. Greendale School est l'adresse d'expéditeur qui figure sur les enveloppes d'anthrax envoyées à deux sénateurs. »⁶²

Le *New York Times* du 2 juillet 2002 liste ces titres d'intérêt : 1) Hatfill a participé à une étude sur une possible attaque au bacille du charbon par voie postale. 2) Il a travaillé dans des programmes de la CIA violant la convention d'interdiction des armes biologiques. (Et la CIA n'a certainement pas envie de voir ses secrets étalés) 3) Il se trouvait en Rhodésie à la fin des années 70, lorsque la plus grande épidémie de charbon connue, a frappé dix mille fermiers noirs.

À feuilleter les archives, on se dit que les biologistes militaires anglo-saxons se sont bien amusés avec leurs cobayes nègres, dans l'Afrique australe des années 70. À peu près autant que leurs collègues japonais dans la

⁶¹ *Le Monde* 2. 7 janvier 2006

⁶² *Le Monde*. 4 juillet 2002

Chine des années 30, ou allemands dans les camps de concentration des années 40. Le cas le plus célèbre étant celui du Sud-Africain Wouter Basson, dit « Docteur la Mort », qui a dirigé des années durant le programme de recherche sur les armes bactériologiques. Notamment sur le charbon et les phéromones, dans le but de manipuler des foules, de les rendre dociles ou nerveuses à volonté. Jugé et acquitté en 2002, son procès a permis de mesurer à quel point la fin du régime d'apartheid en 1991, avait été liée à celle de l'empire soviétique, autant qu'aux mouvements internes de la société sud-africaine. En clair, le « monde libre » n'avait plus besoin de cette forteresse stratégique que représentait l'Afrique blanche au cap sud du continent, et l'on pouvait désormais confier la gestion des minerais à une direction noire, raisonnable et magnanime. Sûr de lui, Wouter Basson a refusé jusqu'à l'amnistie offerte par la commission Vérité et Réconciliation. « *« S'il avait été déclaré coupable, en quelques heures, nous mettions le pays à genoux »*, assure un ancien officier de l'armée qui souhaite garder l'anonymat, ajoutant que des centaines de militaires blancs en retraite seraient prêts à reprendre les armes « si l'un d'eux était en danger ». « *Basson est un homme bien qui fit exactement ce qui était attendu de lui* », renchérit le général Constant Viljoen, ancien chef d'état-major. Pour lui ce procès est « *une guerre psychologique pour essayer de casser le passé, l'ancienne armée.* »⁶³ Acquitté, Basson a ensuite travaillé pour la nouvelle armée sud-africaine. C'est ce que l'on nomme la continuité de l'État, et celle du *comitatus*, de son appareil de terreur.

La France avait soutenu jusqu'au bout l'armée de l'*apartheid*, lui fournissant blindés, avions, hélicoptères, elle fournira de même l'armée du nouvel *apartheid*. Celui qui maintient à leur place les misérables des mines et des *townships* tandis que les dirigeants de l'ANC s'engraissent avec leurs collègues blancs dans les conseils d'administration. Tout de même, on aimerait savoir si l'Afrique du Sud, ancienne ou nouvelle, a payé ces fournitures militaires autrement qu'en or et en minerais ; si Wouter Basson a partagé ses « retours d'expériences » avec ses homologues du CRSSA.

4-

S'il y en a un qui profite de ce mal acquis, c'est Jean-Christophe Rufin, le barbouze humanitaire, auteur du « *Parfum d'Adam* ». On voit d'où viennent ses « écoterroristes », ses « *Nouveaux Prédateurs* », qui complotent une épidémie de choléra contre les malheureuses populations africaines. Pour les modèles de son « *récit très documenté* »⁶⁴, Rufin n'a eu qu'à transposer les crimes de ses collègues biologistes des services secrets américains, rhodésiens et sud-africains, de ces escadrons de la mort des « *Special Air Services* », dont il a pu avoir une connaissance de première main lors de ses missions en Afrique. Les terroristes et les prédateurs, ce sont eux bien sûr, à l'échelle de milliers de victimes. Mais l'important n'est pas, qui fait quoi ? mais qui dispose de la plus grande puissance de battage médiatique ? Voilà une « guerre asymétrique » dont il est rarement question, et pour cause, ceux qui pourraient le mieux la poser étant également ceux qui ont tout intérêt à ce qu'elle ne le soit pas. Quelques vandalismes de laboratoires, quelques campagnes de harcèlement, un communiqué du FBI, trois romans à sensation, et hop, voilà « *Ces écoterroristes qui inquiètent l'Europe* ». *Le Monde* étant l'école des perroquets, *Le Daubé* s'empresse de décalquer, sous la signature de Denis Masliah, l'un de ses plumiflics, la même « *enquête* » sur cette « *mouvance radicale de défense des animaux qui inquiète la police* ».⁶⁵

Suspense, menace, mystère : « *Selon un très bon connaisseur du renseignement, les services spécialisés français se sont très sérieusement jetés dans la bataille tout simplement parce qu'aujourd'hui, tous les laboratoires sont concernés de près ou de loin par l'expérimentation animale... Or, de Lyon à Grenoble par exemple, ces labos sont nombreux. Et l'on n'y manipule pas de l'eau écarlate ou de la poudre de perlimpinpin...* »

-Hoho !... Vous voulez dire...

-Chut !... Botus !... Pas un mot !

Admirez la révélation de Polichinelle. Du laboratoire P4 de Lyon au CRSSA de Grenoble, en passant par une pléthore d'« unités mixtes » et de laboratoires « partenaires », on manipule le sang, les bactéries, les virus, sous la surveillance des « services » comme dirait Monsieur X, lesquels « *se sont très sérieusement jetés dans la bataille.* »

-Go !

⁶³ *Le Monde*. 13 avril 2002

⁶⁴ Isabelle Mandraud. *Le Monde*. 26 juillet 2008

⁶⁵ 20 septembre 2008

Préparez-vous à voir les escouades du Raid et du Gign en tenues d'assaut, vous tomber du plafond à l'heure du petit-déjeuner. Ne sortez plus vos chiens, ne caressez plus vos chats. Cela vous rendrait suspect. Débarrassez-vous de vos bestioles à la SPA ou à « *L'École du Chat Libre* » (sic), qui leur injecteront une puce électronique avant de les confier à des maîtres plus savants, et qui sauront mieux les *traiter*. Admirez la clairvoyance médiatique : les terroristes, ce ne sont pas les massacreurs de population des laboratoires militaires, mais les quelques révoltés du Front de Libération des Animaux. L'asymétrie médiatique, c'est qu'il n'y a pour répondre à ces manipulations de masse que la parole rudimentaire de quelques fanzines et sites confidentiels.

Dans leur rapport de l'Académie des sciences, Henri Korn, directeur de recherche émérite à l'Inserm, Patrick Berche, professeur de biologie, et Patrice Binder, médecin général, directeur du Service de Santé des Armées, injectent une nouvelle dose d'intoxication. « *Qui pourrait avoir le plus vraisemblablement recours à des agents ABO (Agents of Biological Origin) ? (...) L'histoire récente nous enseigne, cependant, que des groupes terroristes peuvent se trouver très proches de nous, même s'ils paraissent parfois tout à fait inoffensifs. Ils peuvent appartenir à des sectes, que gouvernent des slogans relevant des droits des animaux, hostiles à l'avortement et à la contraception, obéissant à des mots d'ordre nationalistes, séparatistes, apocalyptiques, religieux, fondamentalistes voire mafieux.* »⁶⁶

Et pourtant : moins de 200 biologistes ont collaboré au programme américain de militarisation du charbon. Le coupable des attentats de l'automne 2001 ne peut être que l'un de ces 200 suspects qui se connaissent et travaillent ensemble depuis des années, principalement à Fort Detrick. La CIA et le Pentagone – le ministère de la défense- ont été moins que coopératifs avec le FBI, qui, lui-même, a été moins qu'actif. « *Deux scientifiques d'origine pakistanaise, le docteur Irshad Shaik et Asif Kazi, ont été longuement interrogés et leurs domiciles fouillés, en novembre 2001, à Chester (Pennsylvanie). Un autre scientifique, d'origine égyptienne, le docteur Ayaad Assaad – qui a travaillé pour l'USAMRIID- a été dénoncé, fin septembre 2001, par une lettre anonyme comme un dangereux terroriste. Il a été finalement innocenté par le FBI.*

Plus récemment, en août 2004, le docteur Kenneth Berry, du centre médical de l'université de Pittsburgh – qui mène un important programme sur les armes biologiques- a été interrogé et son domicile fouillé par la police fédérale, sans résultat. Il a, lui aussi, perdu son travail. »⁶⁷

Dans le bouillon de culture de Fort Detrick, tout le monde soupçonne tout le monde. Ou peut-être tout le monde sait. Ou quelques-uns. Quelqu'un sait. Qui dit Fort Detrick, dit Bill Patrick. Agent principal de la guerre bactériologique, côté américain, Bill Patrick a travaillé vingt ans à Fort Detrick. Cinq brevets déposés. Chef de développement des « produits ». Le jour où, le 25 novembre 1969, Nixon annonça à Fort Detrick même, que les Etats-Unis renonçaient à toute offensive biologique pour se limiter à des mesures défensives, fut, de son propre aveu, l'un des plus sombres de sa vie.⁶⁸ Bill Patrick est le double exact de Kanatjan Alibekov, un criminel en combinaison isolante, dont le morne nihilisme, après avoir trouvé prétexte et expression dans la carrière militaire, a été frustré par la pusillanimité de son gouvernement. Il est, parmi bien des infamies, de ceux qui s'acharnèrent à renforcer la variole, l'un des virus, avec ceux de Marburg, Lassa et Ebola – aussi militarisés – dont le nom fait blêmir jusqu'à ceux qui les manipulent. « *Pendant le seul XX^e siècle, elle aurait tué un demi-milliard d'êtres humains, plus que toutes les guerres et épidémies combinées, y compris la pandémie de grippe espagnole de 1918-1919. (...) Bill Patrick et ses pairs étudièrent ce virus extrêmement contagieux qui, à la différence de SEB, VEE et coxiella brunetii, n'était jamais mentionné sur la liste officielle des armes biologiques dont le gouvernement reconnut l'existence des années après la fin du programme. (...) Les biologistes découvrirent le moyen d'altérer le virus de la variole pour le rendre encore plus persistant.* »⁶⁹ Des tests secrets avec de faux virus furent menés à l'aéroport de Washington. La variole selon le rapport de cette expérience, constituait une excellente arme pour le terrorisme. Notamment parce que sa longue période d'incubation permettait aux terroristes de fuir le pays avant le diagnostic du premier cas.⁷⁰

À partir de 1972, les Etats-Unis, l'Union soviétique et plus de cent pays signèrent une convention prohibant la détention d'agents biologiques mortels, sauf « *mesures défensives* » à « *visée de rétorsion* ». Mais le traité ne fixait aucune limite à la quantité de germes mis à la disposition de ces recherches. Il n'établissait aucun critère de distinction entre travaux offensifs et défensifs. Il n'instituait aucun mécanisme de contrôle. Il constituait en fait un blanc-seing aux activités létales des services de santé de toutes les armées. Comme le dit suavement le

⁶⁶ *Les Menaces biologiques. Biosécurité et responsabilité des scientifiques.* Opus cité

⁶⁷ *Le Monde*2. 7 janvier 2006

⁶⁸ Cf *Germes*. Opus cité

⁶⁹ Idem

⁷⁰ Idem

rapport de l'Académie des sciences : « *Tous ces faits soulignent combien est étroite la barrière qui sépare les recherches offensives et défensives.* »

Par exemple, « *La détection (grâce à l'épidémiologie ou à l'aide de « senseurs »), la prévention (à l'aide de vaccins) ainsi que le traitement de ces affections (par antibiotiques, par immunothérapie avec des anticorps spécifiques...) et la recherche à long terme les concernant sont les mêmes, sur le plan militaire et dans le cadre de la santé publique.*

La casuistique fournit tous les anticorps moraux pour traiter les objections à la biologie militaire. Comment prévenir l'usage criminel des agents biologiques sans en développer la connaissance ? Expériences, mises au point, essais, traitements, contre-mesures, création d'agents biologiques nouveaux « *à des fins défensives de recherche* ». ⁷¹ *Si vis pacem para bellum*. Le diabolisme des terroristes est bien connu, et les biologistes doivent donc anticiper sur leur imagination démoniaque et les « menaces émergentes ».

« *Ceci conduit à craindre que soient rendus dangereux certains agents, encore peu ou non pathogènes. Plus inquiétant encore, il est possible aujourd'hui de réaliser la synthèse complète in vitro de virus connus, à partir des données de séquences nucléotidiques. On a réussi en 2002, à synthétiser le virus de la poliomyélite, puis le virus H1N1 de la grippe espagnole de 1918, un virus à ARN d'environ 13kb, ressuscitant ainsi le germe de ce terrible fléau. Ces avancées ouvrent la voie de la synthèse complète de n'importe quel virus à partir de sa séquence. Parmi les plus redoutables, disparus ou sanctuarisés dans des stocks très protégés, figurent les virus Ebola et celui de la variole.*

Le plus menaçant reste peut-être à venir. Il s'agit de la création artificielle de gènes grâce à une technique mise au point par Wilhem Stemmer en 1994, appelée DNA Shuffling, qui consiste à couper en petits fragments (50-100 bp) un gène ou une famille de gènes très apparentés, puis à les rassembler au hasard, créant ainsi des séquences complètement nouvelles. (...) Toute nouvelle percée technologique ou scientifique peut être utilisée de façon malveillante, incluant par exemple le RNA silencing ou les découvertes sur les protéines prions. » ⁷²

Et voilà pourquoi le CRSSA et l'Institut de Biologie Structurale de Grenoble *doivent* étudier le prion et en développer la maîtrise. Mais croyez bien que c'est à regret et la mort dans l'âme, que biologistes et militaires se livrent à ces « recherches défensives », au risque de créer une nouvelle épouvante ou d'en inspirer l'idée à leurs rivaux et ennemis. On connaît la devise des scientifiques allemands en 14-18 : « *Servir la science en temps de paix, et la patrie en temps de guerre.* » Mais quand la paix n'est plus que la continuation de la guerre par des moyens occultes ; que « *la dernière version de VIGIPIRATE, en vigueur depuis mars 2003, est fondée sur le postulat que la menace terroriste doit désormais être considérée comme permanente* » ⁷³ ; les nihilistes scientifiques ont beau jeu de se draper du manteau de la patrie pour se livrer à leurs malfaisances. Bill Patrick n'y a pas plus manqué que Kanatjan Alibekov, Wouter Basson ou Shiro Ishii. Voyez cependant comme tous ces patriotes scientifiques se rallient à l'ennemi avec armes et bagages quand s'effondre le régime qui les entretenaient, eux et leurs activités. Leur seule patrie, c'est le laboratoire d'où se déploie leur volonté de puissance nécrophage.

Bill Patrick, principal promoteur des armes biologiques aux Etats-Unis, a découvert, entre autres, cinq méthodes différentes pour militariser le charbon. « *Steven Hatfill était l'un de ses protégés. Le tandem était même décrit comme une nouvelle version de Batman et Robin. En avril 1999, Bill Patrick déclarait, sur la chaîne de télévision Fox News, qu'une attaque biologique sur le sol américain se produirait dans les deux ans. À quelques mois près, sa prédiction s'est parfaitement vérifiée.* » ⁷⁴

S'agissait-il d'une prédiction ou d'une déclaration d'intention ? En acceptant de parler aux auteurs de « *Germes* », « *Patrick souhaitait répondre à la critique selon laquelle les armes biologiques sont inutilisables parce que trop dangereuses pour tout le monde. Il souhaitait à la fois témoigner du sérieux de la menace extérieure, et montrer la puissance de l'art noir entre les mains américaines. Enfin, il voulait lancer un avertissement : l'attaque des Rajneeshees n'est qu'un avant-goût de ce qui pourrait advenir. Le terrorisme augmentant, ses cibles seront de plus en plus américaines.* » ⁷⁵

Sept ans plus tard, ces avertissements ne se sont pas matérialisés. Pas besoin. Combinés aux envois de lettres au charbon de l'automne 2001, ils ont atteint leurs objectifs : terroriser le public aux fins de soumission à l'appareil militaro-scientifique ; garantir la pérennité et le développement des armes biologiques ; accroître sur

⁷¹ *Les Menaces biologiques. Biosécurité et responsabilité des scientifiques.* Opus cité

⁷² *Idem*

⁷³ *Livre blanc du gouvernement sur la sécurité intérieure face au terrorisme.* 21 juin 2006. La documentation française

⁷⁴ *Le Monde* 2. 7 janvier 2006

⁷⁵ *Germes.* Opus cité

fonds et marchés publics l'opulence de l'industrie chimique et pharmaceutique ; militariser les sociétés high tech par de multiples législations disciplinaires et mesures de surveillance. « *Le docteur Richard Ebright, biologiste moléculaire de renom de l'Institut Wakman, dans le New Jersey, aime à citer une étude de février 2001 qui rappelle que « La grande majorité des vingt et une attaques biologiques menées au cours des années passées ne l'ont pas été par des terroristes, mais par des chercheurs ayant accès aux (agents) pathogènes. »* »⁷⁶ En matière de bioterroristes, c'est comme à la récré, c'est celui qui le dit, qui l'est. Sauf que même lorsqu'ils commettent des attentats, les chercheurs ne sont pas des terroristes, et leurs victimes en meurent rassurées. Comme nous sommes rassurés de savoir qu'entre le CRSSA ou l'Institut de Biologie Structurale, la laboratoire Biomérieux P4 de Lyon, l'Institut de recherche biomédicale des armées (IRBA), à Brétigny-sur-Orge (Essonne), et des dizaines d'autres laboratoires à travers le pays, nous sommes à la merci de n'importe quel forcené en scaphandre qui ne s'estime pas reconnu à sa juste valeur, veut se rendre indispensable et défendre les intérêts de sa corporation, ou traverse une crise conjugale ou suicidaire. Sans compter toutes les erreurs humaines, accidents industriels et malveillances extérieures, puisque, nous l'ont-ils seriné, ces fabricants de pestes, le risque zéro n'existe pas.

5-

Aujourd'hui encore, alors que de notoriété publique depuis février 2002, et de connaissance scientifique, militaire et policière depuis novembre 2001, les attaques au charbon de l'automne 2001 résultent d'un complot ourdi par un, deux, ou plusieurs biologistes de Fort Detrick, leurs confrères français de l'Académie des sciences continuent d'entretenir la confusion avec les attentats d'Al-Qaïda et les éventuelles menées de groupes non étatiques.

« *Certes l'attaque du 11 septembre 2001 a été un signal d'alarme avec, à première vue, ses inévitables conséquences concernant le secret pour tout ce qui touche au bioterrorisme. (...) Avant le 11 septembre, le bioterrorisme était le plus souvent l'objet de dénigrement par la communauté scientifique. L'attaque contre les Etats-Unis a conduit à revisiter l'utilisation duale de la biologie.* »⁷⁷

Mais précisément, ils comprennent mieux que personne, et surtout Patrice Binder, directeur du Service de Santé des armées, le mobile de ces attentats au charbon – soutenir la branche biologie du complexe militaro-industriel- et comme tous leurs collègues depuis sept ans, ils exploitent tacitement le crime de Fort Detrick.

Avril 2002. Jacques Isnard reproduit dans *Le Monde* (3 avril 2002) « *le grave diagnostic* » des *Cahiers de Mars*, la revue des anciens élèves du Collège Interarmées de Défense (CID), notamment l'article de « *Jean-Michel Allary qui, pendant dix ans, a travaillé sur « les technologies et transferts sensibles » pour le secrétariat général de la défense. « Il suffit de rappeler, écrit cet expert en pharmacie, qu'une centaine de kilos d'agent du charbon peut tuer 300 000 personnes lors d'un épandage dans de bonnes conditions et pour une létalité qui serait maximale. (...) Avec une efficacité supérieure, le coût de revient des armes biologiques est faible. (...) Une arme classique revient à 2000 dollars au kilomètre carré. Une arme nucléaire, à 800 dollars. Une arme chimique, à 600 dollars, et une arme biologique, à 1 dollar au kilomètre carré.* » Et « *il est toujours possible à des bioterroristes très organisés de détourner des micro-organismes pathogènes ou des toxines dans les laboratoires car ils sont facilement dissimulables.* »

Nature Biotechnology explique « *pourquoi aucun système de biodéfense ne fonctionnera* ». « *Le problème fondamental, c'est que certains terroristes, soutenus par des régimes disposant d'une capacité de production biologique rudimentaire, ont entre leurs mains une immense variété de poisons et de micro-organismes.* »⁷⁸

En octobre, « *chercheurs et militaires fourbissent leurs armes contre le bioterrorisme* »⁷⁹, lors d'un colloque organisé par le CNRS et la Délégation Générale à l'Armement, avec la participation de Patrice Binder, Alain Jouan, et Jean-Marie Lehn, le champion de l'approche biomimétique en nanotechnologies.

En décembre, Jacques Isnard détaille dans *Le Monde* « *la nouvelle panoplie du terrorisme* » et diffuse les « *réflexions* » du Commandement de la doctrine et de l'enseignement militaire supérieur (CDES) de l'armée française. « *Risques émergents* » des « *pays voyous* » et des « *réseaux terroristes* ». Agents radioactifs, chimiques, biologiques, « *largement répandus dans des industries civiles de pays développés ou non.* » « *La France n'est pas à l'abri. Des installations industrielles, chimiques ou médicales, des laboratoires pharmaceutiques ou des centres de recherche biologique ont été recensés comme étant des sources de*

⁷⁶ *Le Monde* 2. 7 janvier 2006

⁷⁷ *Les Menaces biologiques. Biosécurité et responsabilité des scientifiques.* Henri Korn, Patrick Berche, Patrice Binder. PUF 2008

⁷⁸ *Courrier International* n°618. 5 septembre 2002

⁷⁹ *Le Monde*. 11 octobre 2002

contamination et de toxicité potentielles, à l'instar du site AZF de Toulouse dont l'explosion fit en septembre 2001, trente morts. » (...) « Aujourd'hui, au travers d'une procédure de l'OTAN dénommée ATP 45-B, en voie de ratification, les forces nord-américaines et européennes tentent de mettre en commun leur peu de moyens de riposte en la matière pour s'adapter à un contexte qui s'est singulièrement aggravé avec l'apparition soudaine et imprévisible, du risque NRBC terroriste. »⁸⁰

Le lendemain, 21 décembre, Georges Bush ordonne « que les militaires et les autres personnels au service de l'Amérique dans les régions très risquées du monde soient vaccinés contre la variole », soit onze millions de personnes, et il donne bravement l'exemple à la Maison Blanche.⁸¹ « La France, dit *Le Monde*, possède assez de doses pour l'ensemble de la population » C'est qu'« A la différence des pays qui ne disposent pas d'industrie dans ce domaine et qui, de ce fait, sont totalement dépendants de fournisseurs étrangers, la France dispose depuis un siècle de solides atouts, grâce notamment à l'institut Mérieux de Lyon, présent aujourd'hui au sein de la multinationale pharmaceutique Aventis Pasteur, l'un des principaux producteurs de vaccins au monde. »⁸²

Mérieux, Pasteur. Des entreprises duales. Militaro-civiles. Privées-publiques. Des entreprises stratégiques nationales dirigées par des familles, Dassault, Mérieux, liées à ce qui est alors le RPR, et surtout à Jacques Chirac.

En février 2003, l'Université État du Colorado annonce son projet de créer des plantes génétiquement modifiées, des « OGM d'alarme », qui changeraient de couleur au contact de certains agents chimiques ou biologiques en cas d'attaque terroriste. La *Defense Advanced Research Projects Agency* (DARPA) lui apporte son soutien financier. « Les gens sont accoutumés aux plantes et non aux senseurs chimiques, explique sérieusement l'université du Colorado dans un communiqué. Déployés dans les centres commerciaux et les immeubles de bureaux, ces plantes sentinelles ne seraient pas inquiétantes pour la population, qui pourrait détecter immédiatement une perte de leur couleur verte. »

Autre « avantage » de taille, ces OGM sentinelles pourraient être déployés « sur de vastes zones géographiques » et « leur système de détection pourrait être introduit dans les arbres à feuillage persistant et les algues des zones aquatiques, permettant aux satellites de surveiller et percevoir tout changement de couleur dû à un agent hostile. »⁸³

On ne sait ce qu'il faut admirer le plus, de la dialectique du glaive et du bouclier propulsant le progrès des sciences et techniques, ou de la fuite en avant qui rédime un fléau technologique par son emploi contre un autre fléau technologique. Ne croyez pas, pourtant, que vous pourrez bientôt cultiver votre philodendron anti-variologique. « Par peur du terrorisme », les éditeurs d'une trentaine des plus grandes revues savantes américaines décident de s'autocensurer et Donald Kennedy, rédacteur en chef de la revue *Science* appelle à « l'établissement de ponts entre les communautés de la recherche et de la sécurité ». Un an plus tôt, l'administration Bush éliminait plus de 6500 documents scientifiques des bases de données publiques.⁸⁴ Un an plus tard, le FBI arrête Steve Kurtz, professeur à l'Université de New York, et fondateur du Critical Art Ensemble, un collectif d'artistes qui prône la désobéissance civile et alerte des dangers des biotechnologies. Motif ? Dans son laboratoire privé Kurtz travaille sur la bactérie E. Coli et possède « une machine à extraire l'ADN ». Or la section 175 de la loi antiterroriste de 1989, devenue le « USA Patriot Act » interdit aux particuliers « la possession de tout agent biologique ou de toxine ». ⁸⁵ C'est-à-dire que non seulement le FBI arrête un pseudo-bioterroriste, tout en laissant courir les vrais, mais ce pseudo terroriste est précisément un de ces bricoleurs de l'esprit critique combattant le véritable bioterrorisme État. Ce qui dans le monde réel, et à l'envers, ne peut être autrement.

En mars 2003, *Libération* relève quelques effets des attentats au charbon, non sans renforcer la confusion entre les attaques d'Al-Qaïda et celles de Fort Detrick. « Le plan Biotox, créé après le 11 septembre 2001, anticipe les menaces et imagine les réponses sanitaires. » (11 mars 2003) Ici on vaccine 150 volontaires – secouristes, infirmiers, pompiers, gendarmes -, contre la variole. Là on empile les stocks de produits : 72 millions de doses vaccinales anti-variologiques, antidotes chimiques et antiradioactifs. À l'Institut Pasteur, la CibU (Cellule d'intervention biologique d'urgence) compte trois techniciens et un coordinateur en alerte 24 heures sur 24. Les services des eaux augmentent la chloration pour combattre toute contamination. « Le Commissariat à l'Énergie Atomique travaille sur des puces à ADN ou des détecteurs électromagnétiques, et, dans les prochains mois, nombre d'agents pathogènes pourraient être recherchés en continu. » Neuf centres

⁸⁰ *Le Monde*. 20 décembre 2002

⁸¹ *Le Monde*. 25 décembre 2002

⁸² *Idem*

⁸³ *Le Monde*. 15 février 2003

⁸⁴ *Le Monde*. 19 février 2003

⁸⁵ *Libération*. 15 juin 2004

hospitaliers ont reçu des équipements spéciaux (sas de décontamination, analyseurs). La gendarmerie a créé une cellule NRBC (risques nucléaire, radiologique, biologique et chimique) de cinq personnes à temps plein. Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur annonce un renforcement de la surveillance du territoire. 2000 lieux de culte, des aéroports, des ambassades, feront l'objet d'un « *plan de sécurité* », pour lequel la DST (Direction de la Surveillance du Territoire) et les Renseignements Généraux recrutent 250 agents supplémentaires. *Libération* et France Culture participent à un cycle de débats « *Bioterrorisme, arme des pauvres ? Danger immédiat ?* » et publient les points de vue des intervenants. La « *menace biologique* » est « *mesurée* », estiment Michel Meyran et Jean-Etienne Touze, deux responsables du service de santé des armées. « *L'imprévisibilité de leur impact en termes de mortalité et l'effet de panique qu'elles occasionneraient, en feraient plutôt des armes de « désorganisation massive »* ». (25 mars 2003) Jean-François Lacronique, président du conseil d'administration de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) n'écarte pas « *la possibilité d'attaques multifocales, à l'instar des attentats multiples du 11 septembre 2001.* »⁸⁶ Et donc, il faut se préparer. Vous ne voudriez tout de même pas être surpris par des « *attaques multifocales* » ?

Pour parer à toutes les menaces, les biologistes du département de génétique et de microbiologie moléculaire de l'université État de New York recréent de toutes pièces, *in vitro*, le virus de la poliomyélite, une maladie en voie d'éradication mondiale.⁸⁷ Un an plus tard, une autre équipe de généticiens américains annonce la création en quelques jours d'un virus artificiel, uniquement bactériophage, mais qui, après tout, eût pu être anthropophage, comme ces dix maladies reproduites « *pour faciliter la recherche médicale* ». ⁸⁸ Que si, d'aventure, des esprits maléfiques n'avaient eu l'idée banale de répandre de nouveaux virus sans traitement connu, les bons esprits qui doivent tout prévoir se chargent de leur prouver la faisabilité de tels fléaux. Mais pourquoi créer ces nouveaux organismes ? insisteront les naïfs. La réponse est, parce qu'on peut le faire, parce que justement, on ignore à quoi cela pourrait servir – mais sait-on jamais-, on pourrait, un peu par hasard, découvrir la panacée, la pierre philosophale ou quelque puissant sortilège. Et comme il faut bien répondre quelque chose aux naïfs et aux bailleurs de fonds, on dit que cela pourrait servir au traitement des déchets nucléaires ou à la lutte contre la pollution. C'est-à-dire que pour combattre les précédentes malfaisances techno-industrielles, on disséminera dans la nature des éléments nocifs, doués d'autoréplication. C'est devenu une banalité de dire que la fuite en avant technologique implique sans cesse des dangers et des destructions pires que les précédents auxquels elle est censée remédier. Il faudrait que cela en devienne une d'ajouter que ses promoteurs le savent bien, mais qu'ils ont justement partie liée avec « les risques majeurs » et les « nouvelles menaces » sur lesquels se fonde leur domination. Ces charognards qui, à la moindre grève, glapissent à la prise d'otages, s'y entendent pour mettre toute la société à la merci de leurs effroyables progrès. Rassurez-vous cependant, selon Alain Godeau, microbiologiste au CHU Bretonneau de Tours, « *Il y a beaucoup plus terrifiant* ». « *Songez, par exemple, qu'il est possible de greffer des éléments du virus du sida dans le virus de la grippe.* »⁸⁹ Quoi de plus contagieux que la grippe ? Sa variante H1N1, dite « Espagnole », d'origine chinoise en réalité, est fameuse pour avoir fait en 1918-1919, plus de morts que la première guerre mondiale : entre 50 et 100 millions pour ce qu'on en sait. Sa prochaine vague, H5N1, dite « grippe aviaire », pourrait selon l'hebdomadaire britannique *Nature* (10 juillet 2008) provoquer entre 50 et 80 millions de morts. Un marché fantastique pour l'industrie pharmaceutique, comme un merveilleux prétexte à toutes les déclinaisons de l'État de siège. À la Pitié-Salpêtrière, la direction et la CGT se querellent pour savoir si l'hôpital est prêt « *à remplir sa mission de centre de référence dans le cadre du plan Biotox comme face à une pandémie de grippe aviaire (...)* » « *Si nous étions demain confrontés à une attaque terroriste avec une bombe sale ou à une épidémie de grippe H5N1, le personnel soignant de la Pitié se retrouverait en première ligne,* souligne Asdine Aissiou, secrétaire général de la CGT de l'Hôpital. *La moitié des morts de l'épidémie de SRAS à Toronto, en 2003, faisaient partie du personnel soignant. C'est pour cela qu'après les attentats de Londres, nous avons donné l'alerte.* » La direction de l'hôpital vante au contraire la « *réactivité merveilleuse du personnel* » et souligne que « *Depuis octobre 2001 et les lettres contenant de la poudre soupçonnée de contenir le bacille du charbon jusqu'à la préparation face à la grippe aviaire, en passant par les cas suspects de SRAS, l'équipe soignante a acquis de l'expérience.* »⁹⁰ Qui s'étonnera qu'au nom du « service public », les syndicats se joignent à la « défense globale » contre les « risques émergents » et les « nouvelles menaces » ? Cette mise à jour de l'Union Sacrée contre un ennemi fourre-tout et polymorphe offre à tous les machinistes de l'État l'occasion d'étendre et de renforcer son emprise, tout en rivalisant de surenchères pour savoir qui en sera le meilleur serviteur, c'est-à-dire aussi, le meilleur maître. Selon un spécialiste de « *la gestion des risques*

⁸⁶ *Libération*. 28 mars 2003

⁸⁷ *Le Monde*, 14/15 juillet 2002. *Libération*, 16 juillet 2002

⁸⁸ *Minotaure*. Décembre 2003. *Le Monde*. 10/11 août 2008

⁸⁹ *Le Monde*. 14/15 juillet 2002

⁹⁰ *Le Monde*. 30 octobre 2005

en cas d'épidémie, notamment de grippe aviaire », « On n'a jamais vu, dans l'histoire de la santé publique, une telle mobilisation collective visant à se protéger d'une menace pandémique dont personne ne peut dire quand elle se concrétisera. »⁹¹

Si vous ne voyez pas encore l'intérêt de rendre plus exterminatrices encore, de pareilles armes d'épouvante, c'est que, comme le dit le général Copel « *Nous sommes toujours en retard d'une guerre !* »⁹² Le thème du « retard » est depuis les années trente en France, un stéréotype de la rhétorique ganache - économistes et militaires. D'abord « en retard » sur l'Allemagne, nous avons pris l'habitude de l'être sur « les Américains », comme le facteur de *Jour de fête*, voire sur les Japonais, un peuple dont l'incorporation enthousiaste dans le monde machine ne peut s'expliquer que par une haine traditionnellement inculquée de la liberté et de l'individualisme.⁹³ Le général Copel, selon *Le Figaro*, « *avait dénoncé il y a plus de dix ans le danger de détournements d'avions de ligne par des pilotes suicides* », du coup, il publie un livre « *Prévenir le pire* » (Éditions Michalon), pour suggérer de nouveaux plans d'attaque aux terroristes et de nouveaux plans de défense au gouvernement, où il se verrait bien en secrétaire État à la protection civile. « *Il serait irresponsable de dresser la carte de tous les lieux qui en France sont des cibles faciles pour des terroristes. Mais faut-il s'accommoder de la grande vulnérabilité d'un certain nombre de barrages, de la trop faible protection des centres de production ou de stockage des produits chimiques comme le chlore ou le phosgène ? Faut-il éviter de parler du risque pour les avions civils d'être abattus par des missiles légers comme on en a vu sur Bagdad ? (...) Nous allons dépenser trente milliards d'euros sur dix ans pour l'armement nucléaire, essentiellement pour remplacer par des M51 nos missiles balistiques M45 qui pourtant, de l'avis même des spécialistes, sont excellents et presque neufs. En transférant la moitié de ces crédits, on pourrait faire beaucoup pour la protection des sites et des populations.* » On comprend bien que « protection civile » est un ... euphémisme ? même pas, un synonyme de « Vigipirate », renforcé, perpétuel, flamboyant ; que « civil » signifie militaire, et « protection », surveillance, comme dans cette « vidéoprotection » dont les agences de communication recommandent l'usage aux élus et aux industriels, en lieu et place de la despotique vidéosurveillance.

C'est dans cette conjoncture que « *les chercheurs s'interrogent sur leur rôle face à la guerre.* »⁹⁴ Ce qui leur permet, d'une pierre deux coups, de se créditer de leur conscience éthique et de poursuivre leurs activités guerrières, tant que durent ces interrogations. Le CNRS « *rappelle Girolamo Ramunni, historien des sciences, fut créé en octobre 1939 – alors que la France venait d'entrer dans le deuxième conflit mondial- pour « faciliter les recherches et travaux intéressant la défense nationale et l'économie.* » (NDR. Il se nommait d'ailleurs CNRS-armées) *La défaite de 1940 réorienta les recherches militaires (sur l'atome, les techniques de radionavigation ou les détections infrarouges) vers des applications industrielles ou sanitaires, touchant par exemple à la conservation des aliments ou aux produits de substitution.*

Aujourd'hui, le CNRS participe, aux côtés de la délégation générale à l'armement (DGA), à la mise au point d'engins volants sans pilote (drones), de systèmes de détection d'armes chimiques ou de méthodes de décontamination. En janvier 2004, a été constitué un groupement de recherche en biodéfense fédérant près de 300 agents et visant, indique son directeur, Jean-Pierre Gorvel, à « couvrir tous les domaines impliqués dans une crise bioterroriste, de la détection d'un pathogène jusqu'aux premiers essais d'agents thérapeutiques. »

La science seconde si souvent la police – au point de s'y substituer - qu'il est bien juste que celle-ci lui rende la pareille. D'où cette conférence internationale sans précédent, organisée à Lyon les 1^{er} et 2 mars 2005 par Interpol et intitulée « *Prévenir le bioterrorisme* ». C'est que « *dans le monde de l'après-11 septembre 2001, dominé par l'antiterrorisme, cet enjeu a pris une dimension inédite, urgente, entraînant une prise de conscience progressive des gouvernements.* »⁹⁵

Au programme : « *Concilier le renseignement et la science ; définir des normes juridiques et sanitaires communes ; améliorer la coopération policière entre les États ; informer sans effrayer ; prévenir les attentats sans violer les droits individuels.* »

On sait quelquefois que le siège d'Interpol se trouve à Lyon ; on ignore généralement qu'un Américain, Richard Noble, est assis dessus, ce qui n'est pas la pire position pour garantir la ligne sécuritaire de Washington. La conférence de Lyon est financée par Microsoft et la Sloan Foundation, une officine créée en

⁹¹ *Le Monde*. 15 janvier 2009

⁹² *Le Figaro*. 3 février 2004

⁹³ Cf Ruth Benedict. *Le Chrysanthème et l'Épée*. Payot

⁹⁴ *Le Monde*. 26 mai 2004

⁹⁵ *Le Monde*. 3 mars 2005

1934 par le patron de la General Motors, et qui s'est lancé depuis 2000, admirable prescience, dans « un programme de prévention contre le bioterrorisme. »

« Aucune menace criminelle ne présente un danger potentiel plus grand pour tous les pays, les régions et les peuples que la menace du bioterrorisme », explique le compatriote de Bill Patrick, Steven Hatfill et Bruce Ivins, dans la ville du laboratoire P4 Biomérieux. « Si une attaque terroriste d'ampleur, résultant dans la dissémination d'une maladie contagieuse, se produisait, nous ne serions pas préparés. »

De Villepin, alors ministre de l'intérieur, propose la création « d'une base de données commune, à la disposition des pays membres d'Interpol, sur le modèle de celle sur les matières nucléaires de l'Agence Internationale de l'énergie atomique (AIEA). » Cette liste pourrait comporter une cartographie des laboratoires sensibles, un réseau d'alerte pour les vols, les disparitions et les transactions suspectes de produits sensibles ainsi qu'une liste de groupes ou d'individus faisant l'objet d'une vigilance accrue, parce qu'ils ont tenté de s'approprier des agents sensibles », a-t-il détaillé. Enfin, M. de Villepin a préconisé des efforts de « sécurisation accrue » des laboratoires spécialisés dans ce domaine ainsi que la création d'un « centre de veille et de coordination » international contre le bioterrorisme. »⁹⁶ Heureuse époque où le maintien de l'ordre s'est simplifié et réduit à la création de fichiers et services spécialisés, face à l'extension sans frontière des « nouvelles menaces », pour enserrer de son corset techno-législatif tout le corps social.

Deux mois plus tard, à Avignon, une nouvelle foire sécuritaire réunit 300 militaires, techniciens, et industriels, dont les représentants du Groupement d'intérêt économique (GIE) du secteur Nucléaire, Radiologique, Biologique et Chimique (NBRC), soit 13 entreprises avec un chiffre d'affaires d'environ 100 millions d'euros par an, dont 80% proviennent des exportations.⁹⁷ Eh oui, si le terrorisme est surtout une tarasque née de l'imagination du pouvoir, l'antiterrorisme, lui, représente un marché bien réel, avec une lucrative niche dévolue aux armes de destruction massive. Payez et priez pour que nul biologiste du laboratoire P4 de Mérieux ou du Service de Santé des Armées n'éprouve le besoin de démontrer la vulnérabilité de la France à une attaque pathogène. « Les armées s'équipent et se protègent, la société civile peut espérer, au mieux, gérer les conséquences d'une attaque de grande ampleur, avec des moyens insuffisants. » (...) « Les menaces ne sont plus aux frontières, mais il n'y a plus de frontières aux menaces », a rappelé le colonel Lentilhac, coordinateur NRBC pour l'armée de terre. Il faut désormais livrer des « guerres asymétriques », a souligné le général Jean-Jacques Scellos, chef de la division maîtrise des armements à l'état-major des armées (EMA), puisque les terroristes « visent délibérément les populations civiles. »⁹⁸ Savoureuse observation dans la bouche d'un général dont l'armée s'est illustrée depuis 60 ans par son chevaleresque traitement des populations civiles, en Algérie, à Madagascar, en Indochine, au Rwanda, et dans maintes opérations de police, plus ou moins borgnes, qui mériteraient l'un de ces « livres noirs », exhaustif et précis. Sans compter la noble doctrine de la « dissuasion nucléaire », stratégie anti-civils poussée au paroxysme.

Quand il n'y a plus de « frontières aux menaces », c'est le territoire lui-même et la population, que l'on maille et quadrille à travers la D.O.T (Défense Opérationnelle du Territoire), depuis 1962, et Vigipirate, depuis 1978. D'où, par exemple, la multiplication des exercices d'alerte, largement publiés, afin d'acclimater la « culture du risque ». Une dose de réflexes pratiques, simples et vite assimilés, pour neuf doses de discipline-force-des-armées. La « culture du risque », c'est la militarisation de la société par la production du risque. En même temps qu'il se gorgé sur les marchés publics, le complexe militaro-industriel asservit la population, bien au-delà des conscrits de jadis, à travers des « classes », des « périodes » et des « manœuvres » sans fin. Car il n'est pas plus de trêves que de frontières aux « menaces », et nous devons rester en alerte, unis et mobilisés. « La France face au terrorisme. Livre blanc du Gouvernement sur la sécurité intérieure face au terrorisme »⁹⁹ traite à la mode « décomplexée », en usage désormais, de ces questions d'embrigadement, de délation et de surveillance de tous par tous.

« La lutte contre le terrorisme se gagnera d'abord par une posture de vigilance au quotidien. Prévenir concrètement les risques d'attentats implique une mobilisation de tous les instants et une culture de la « détection précoce ». Celle-ci n'est pas spontanée et ne peut être seulement l'affaire des services spécialisés dans la lutte antiterroriste. Cette dimension nouvelle de l'esprit de défense doit être largement diffusée et partagée au sein de la société française. (...) Il est donc indispensable que chaque catégorie d'agents publics soit régulièrement sensibilisée au phénomène terroriste, ainsi qu'aux comportements suspects qui peuvent en être l'expression. » Un document diffusé à tous ces agents publics « décrira en termes simples les auteurs potentiels, leurs habitudes comportementales, les modes préparatoires ou opératoires attendus et le type de

⁹⁶ *Le Monde*. 3 mars 2005

⁹⁷ *Le Monde*. 17 mai 2005

⁹⁸ *Idem*

⁹⁹ Juin 2006. La Documentation Française

cibles susceptibles d'être visées. Cette analyse s'accompagnera de fiches relatives à la conduite à tenir au regard des situations décrites. (...) Au sein de l'État, les Hauts fonctionnaires de défense (HFD) ont vocation à contribuer activement à la diffusion de cet esprit de défense.(...) Présents dans chaque ministère, rattachés directement au ministre et coordonnés par le Secrétariat général de la défense nationale, les HFD constituent des référents efficaces. » (...) Chacun connaît l'existence du plan VIGIPIRATE. Cette notoriété est un acquis positif. Mais il faut aller plus loin dans la diffusion d'une culture de prévention. Cette culture doit s'appuyer sur la connaissance de l'organisation du dispositif de lutte antiterroriste par les citoyens. État doit également dire à qui s'adresser pour signaler un indice laissant présumer une activité terroriste.(...) État s'est doté d'une plateforme téléphonique et Internet de recueil d'information de la part du public. Il s'agit d'un « numéro vert antiterroriste », activable en cas de nécessité, avec un volet destiné aux victimes et un autre consacré au recueil de témoignages. » (...)

« Une dynamique nouvelle a été engagée depuis 2002 dans la conception et le déroulement des exercices. (...) Parmi ces exercices, ceux dits majeurs mettent en œuvre l'ensemble de la chaîne de décision et d'intervention, jusqu'aux plus hautes autorités de l'État (présidence de la République, Premier ministre et son cabinet, ministres et leurs cabinets respectifs).

Aux exercices de défense et de sécurité s'ajoutent les exercices de sécurité civile conduits par le ministère de l'Intérieur. Ils portent sur les opérations d'alerte et de secours après un événement, qu'il soit d'origine naturelle, accidentelle ou terroriste. » (...)

« Dans les périodes parfois longues de répit laissées par les terroristes, la vigilance doit pourtant être maintenue. Des actions de communication rappelant la réalité et la permanence du risque doivent être régulièrement menées, notamment à des moments propices : lors de la réalisation d'exercices ou au moment des départs et des retours de vacances. »

«L'école est un lieu privilégié pour sensibiliser aux risques et aux menaces qui pèsent sur la société dans son ensemble et sur les moyens d'y faire face de manière préventive. (...) Le thème du terrorisme est susceptible d'être abordé en milieu scolaire à des degrés et selon des formats divers. (...) Au collège et au lycée, plusieurs modules de programme permettent d'aborder la question du terrorisme, en particulier en cours d'histoire, de géographie et d'éducation civique. »

On voit l'idée. Sans doute n'est-elle pas neuve, mais la réalité ne l'est pas plus depuis que les sociétés purgent leurs tensions par le lynchage, le sacrifice, le massacre ; et que les États se sont avisés de l'Ennemi comme moyen de gouvernement et paratonnerre aux orages populaires. Seule nouveauté, parfois, la figure de cet ennemi, lorsque l'usure de l'épouvantail, laisse par trop voir la trame, ou que l'accoutumance finit par lasser les alarmes. Il faut alors en désigner un nouveau, voire plusieurs, parmi la pléthore des maléfiques éligibles. C'est à quoi sert « l'émergence de nouveaux risques » et « nouvelles menaces » sur fond de « crise » désormais perpétuelle. On y viendra dans l'ultime livraison de cette série consacrée à la recherche du nouvel ennemi.

À suivre...

Pièces et Main d'Œuvre
Grenoble, le 20 janvier 2009